

Wauquiez et Retailleau La guéguerre des chefs

PAGES 12-13

Ariane 6 Un satellite espion français mis en orbite

PAGES 8-9

Libération



(PUBLICITÉ)



Ici, les histoires
du soir réveillent.

Le programme des spectacles sur MC93.COM

seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT

MINISTÈRE
DE LA CULTURE
Le Département
Bobigny

MC
93
maison de la culture
de Seine-Saint-Denis
Bobigny



EDITORIAL

Par DOV ALFON

Choisir

Dix-neuf pays occidentaux autour de Volodymyr Zelensky, victime d'une tentative de bizutage humiliant à la Maison Blanche. Acte de solidarité, bien sûr, mais surtout réponse musclée à la question posée par Donald Trump, et reformulée par Emmanuel Macron en ces termes: «*On veut choisir ou subir?*» La mise en scène se devait donc d'être dramatique. Si tout le monde sourit sur la photo, la bande-son diffuse plutôt un air grave d'urgence familiale, ils sont venus, ils sont tous là. Oubliées, les rancunes internes, oublié même le Brexit, car l'hôte du sommet, ce dimanche à Londres, n'est autre que le Premier ministre du Royaume-Uni, Keir Starmer. Choisir ou subir? La question avait été posée par le président français, plus que jamais pivot central du continent. «*L'Europe s'est réveillée*», telle était la conclusion du Premier ministre polonais, Donald Tusk, lui qui était jusqu'à aujourd'hui dubitatif sur la mobilisation guerrière de cette Europe trop assoupie. La Turquie – la Turquie! – avait dépêché son ministre des affaires étrangères, Hakan Fidan, et la présidente du Conseil des ministres italiens, Giorgia Meloni, affirmait soudainement que sa priorité est d'éviter que l'Occident «se divise». Lénine avait donc raison: s'il y a des décessives où rien ne se passe, le monde peut vivre des décessives en une semaine. Alors, choisir ou subir? Dimanche soir, l'Europe a fermement répondu qu'elle avait opté pour choisir son destin, mais c'est jeudi à Bruxelles, lors d'un sommet extraordinaire, que le coût de ce choix devra être approuvé. L'opinion publique est-elle prête à en payer les conséquences? «*Nos générations qui ont vécu dans une Europe rêvée, et sans s'en rendre compte, c'est terminé!*» a déclaré Emmanuel Macron dans une interview à la presse dominicale. En France, le débat s'ouvre ce lundi à l'Assemblée nationale, et bien peu des parlementaires pourront être aussi tranchants. Mais si Lénine avait raison, là où il y a une volonté, les politiques trouveront bien un chemin. ◀

Ukraine Veillée d'âmes en Europe

Les chefs d'Etat rassemblés au Royaume-Uni dimanche ont fait montre de leur solidarité à Volodymyr Zelensky après l'outrage subi à la Maison Blanche. La nécessité d'une hausse des budgets militaires et de l'aide à Kyiv a été martelée.

Par
JEAN QUATREMER
Correspondant européen

Il ne faut pas s'y tromper: l'in-croyable humiliation publique infligée à Volodymyr Zelensky par Donald Trump et J.D. Vance vendredi ne concerne pas seulement l'Ukraine, mais l'Europe tout entière et même l'ensemble de feu le «monde libre». Car ce qu'ont signifié les deux dirigeants de la première puissance mondiale, ce n'est pas seulement leur désengagement du Vieux Continent, qui n'est pas une surprise, mais l'alignement des Etats-Unis sur la brutale dictature russe, un renversement d'alliance sans précédent depuis le XIX^e siècle, qui laisse les démocraties occidentales orphelines et (presque) sans défense. «*Une nouvelle ère d'infamie a commencé*», a regretté samedi soir la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock. «*Aujourd'hui, il est devenu clair que le monde libre a besoin d'un nouveau leader. C'est à nous, Européens, de relever ce défi*», avait tweeté vendredi soir sur X la cheffe de la diplomatie de l'Union, la pourtant très

atlantiste Kaja Kallas, ex-Première ministre d'Estonie, qui s'était fait elle-même humilier mercredi à Washington, lorsque le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, avait annulé au dernier moment leur rencontre. «*Une Europe puissance, nous en avons plus que jamais besoin. [...] Le sursaut c'est maintenant*», a surenchéri sur le même réseau Emmanuel Macron. Après trois mini-sommets (deux en France, un au Royaume-Uni ce dimanche) organisés depuis quinze jours, les Vingt-Sept vont se retrouver jeudi à Bruxelles, en présence de Volodymyr Zelensky, pour accroître leur aide à l'Ukraine et accélérer leur réarmement pour pallier la désertion américaine. Le réveil européen a pris du temps alors que les démocrates Barack Obama et Joe Biden et bien sûr le républicain Donald Trump, lors de son premier mandat (2016-2020), ont clairement indiqué que le «monde libre» n'était plus leur sujet. Ces dernières semaines ont montré que les Européens, mais aussi les alliés de l'Otan, espéraient encore trouver un terrain d'entente avec Donald Trump et son équipe, n'arrivant pas à croire que les Etats-Unis

étaient entrés dans une ère de la déraison. Leur surprise devant la décision de Trump d'accorder sans discussion à Poutine les 18 % du territoire ukrainien qu'il contrôle, le départ de Zelensky et l'assurance qu'il ne garantirait pas un éventuel accord de paix, ainsi que devant les attaques de J.D. Vance, son vice-président, contre les démocraties européennes et le soutien d'Elon Musk aux extrêmes droites du Vieux Continent, en dit long sur leurs illusions.

METTRE LES BOUCHÉES DOUBLES

Il serait cependant inexact de croire que rien n'a été fait depuis 2022: les Vingt-Sept ont péniblement mené une révolution copernicienne en fournissant à l'Ukraine une aide financière et militaire supérieure à celle des Etats-Unis (134 milliards contre 114 milliards d'euros), en augmentant leur budget militaire dans des proportions inédites depuis 1990 et la chute du communisme, en faisant redémarrer leurs chaînes de production d'armement sous la houlette de la Commission et en commençant à intégrer leur industrie de l'armement.



Volodymyr Zelensky, Keir Starmer et Emmanuel Macron à Londres, dimanche.
PHOTO JUSTIN TALLIS, AFP

La défection brutale de Washington va les obliger à mettre les bouchées doubles pour se réarmer en augmentant à nouveau leurs dépenses d'armement de 2 % du PIB, qu'ils ont péniblement atteint en moyenne cette année, à 3 % voire 4 % dans les mois – et non les années – qui viennent. «*Nous devons réarmer l'Europe de toute urgence*», a ainsi martelé Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, à l'issue du sommet de Lancaster House. «*Nous devons vraiment passer à la vitesse supérieure de manière massive [...] pour une période prolongée. Il en va de la sécurité de l'Union européenne.*» Pour aider les pays européens dans cet effort, Ursula von der Leyen a proposé de sortir les dépenses militaires du calcul du déficit public et donc du Pacte de stabilité, ce qui n'a pas fait hurler l'Allemagne, ce qui montre à quel point «*nous sommes à un croisement de l'histoire*», pour reprendre l'expression du Premier ministre britannique, Keir Starmer. Il faudra sans doute aller plus loin, en lançant un nouvel emprunt européen afin de mutualiser une partie des dépenses militaires. Le futur



chancelier allemand, le chrétien-démocrate Friedrich Merz, a ouvert la voie en se disant favorable à l'idée, contrairement à son prédécesseur Olaf Scholz. Jeudi, la Commission présentera aux Vingt-sept les grandes lignes de son «livre blanc» sur la défense.

SAISIE DES AVOIRS RUSSES GELÉS

En outre, il va falloir financer massivement et rapidement l'Ukraine pour lui permettre d'acheter les armes dont elle a besoin et pour l'aider à faire fonctionner son Etat: une aide financière et militaire supplémentaire devant aussi être annoncée lors du sommet de jeudi. Une solution rapide pour trouver de l'argent est suggérée par le président lituanien, Gitanas Nausėda: il propose que l'Union saisisse, sans tenir compte des réserves de la Banque centrale européenne qui craint que cela ne déstabilise le système financier, les 210 milliards d'euros d'avoirs russes gelés en Europe (et pas seulement les intérêts, comme c'est le cas aujourd'hui). La Norvège, membre de l'OTAN et associée à l'UE, a annoncé qu'elle allait mobiliser une partie de **Suite page 4**

A Londres, un sommet pour serrer les rangs

Les dirigeants européens ont assuré qu'ils soutiendraient l'Ukraine «aussi longtemps qu'il le faudrait» tout en maintenant les liens avec les Etats-Unis.

In'y a pas si longtemps, réussir à faire venir un nombre conséquent de chefs d'Etat européens à Londres pour un sommet d'importance internationale aurait été perçu comme un succès, dans une ère post-Brexit tendue. Mais les derniers jours ont redessiné les priorités diplomatiques, et accéléré la cadence des rencontres entre décideurs. L'attention est ailleurs. Après la séquence catastrophique de vendredi dernier à la Maison Blanche, le sommet du dimanche 2 mars à Londres, et son sinistre

slogan «sécuriser notre futur», ont pris une nouvelle importance, posant la question du rôle de l'Europe dans la résolution du conflit en Ukraine, en l'absence de garanties américaines. Au cours du week-end, les Britanniques de tous bords ont choisi leur camp. Celui de l'Ukraine. Dans la bouche de la cheffe de l'opposition conservatrice comme dans celle des éditorialistes de droite, le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est imposé comme «un héros».

Démonstration. Un avis partagé jusque dans la presse à scandale, où l'embrassade entre Keir Starmer et Zelensky, à son arrivée à Londres quelques heures après la débâcle de Washington, s'est étalée sur les unes comme un geste «d'espoir». Dimanche, c'est donc sous un ciel radieux, et encouragés par des ma-

nifestations pro-Ukraine dans la capitale britannique, que les Européens sont arrivés les uns après les autres dans une démonstration d'unité et de soutien. La présidente d'extrême droite du Conseil italien, Giorgia Meloni, est apparue avant les autres, tout de blanc vêtue, pour une rencontre bilatérale avec Keir Starmer, alors qu'elle appelle à l'organisation d'un sommet entre

«La priorité est de mettre l'Ukraine dans la position la plus solide possible dès maintenant.»

Keir Starmer Premier ministre britannique

Européens et Américains. Après s'être entretenu en tête-à-tête avec elle, Volodymyr Zelensky a rappelé sur X que seul «Poutine est intéressé par la continuation et le retour rapide de la guerre». Lui aussi continue à réclamer l'aide des Américains, soulignant qu'il est «important de maintenir l'unité autour de l'Ukraine [...] en coopération avec nos alliés – les pays d'Europe et les Etats-Unis».

Cette ligne est aussi celle défendue par Keir Starmer, qui affirmait dimanche matin sur la BBC son intention de travailler avec l'Ukraine, la France, et «peut-être un ou deux autres» pays, à «un plan pour cesser les combats», avant d'en discuter avec les Etats-Unis. Pour le Premier ministre britannique, «parvenir à un bon résultat pour l'Ukraine n'est pas seulement une question de bien ou de mal», mais un élément «essentiel pour la sécurité de chaque nation». Il est apparu sur la photo officielle du sommet flanqué d'Emmanuel Macron d'un côté et de Volodymyr Zelensky de l'autre. Une configuration répétée lors de la session des discussions, lors de laquelle les trois ont présidé épaule contre épaule ce «moment unique pour la sécurité de l'Europe».

«Carrefour». Onze autres chefs d'Etat européens se sont joints aux discussions, accompagnés de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, du président du Conseil européen, Antonio Costa, du Premier ministre canadien, Justin Trudeau, du secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, ainsi que du ministre des Affaires étrangères turc, Hakan Fidan. Alors que les Etats européens ne sont pas prêts à prendre les mêmes mesures en matière de défense, de dépenses et d'engagement de leurs forces armées, Keir Starmer a rappelé que la priorité était «de mettre l'Ukraine dans la position la plus solide possible dès maintenant, pour qu'elle puisse négocier dans une position de force».

Ajoutant que le monde est «à un carrefour historique», il a invité les Européens à créer une «coalition des bonnes volontés» et a annoncé

un plan britannique pour aider l'Ukraine à acheter 5000 missiles supplémentaires. Son message de solidarité a été répété par les différents acteurs dès leur sortie. Ursula von der Leyen, dans une curieuse métaphore qu'elle semble avoir empruntée à l'ancien Premier ministre Boris Johnson, a appelé au réarmement de l'Europe et à «des garanties de sécurité complètes», pour faire de l'Ukraine «un porc-épic d'acier, indigeste pour de potentiels envahisseurs», et accroître l'influence de Zelensky. Au moment où chacun repartait en voiture, ce dernier est monté dans un hélicoptère pour abattre la dernière carte diplomatique de la journée: une rencontre avec le roi Charles III, et à nouveau, une poignée de main de l'espoir.

JULIETTE DÉMAS
Correspondante à Londres

Suite de la page 3 son gigantesque fonds souverain de 214 milliards d'euros en faveur de Kyiv. Enfin, la question du déploiement de troupes au sol, évoqué par Emmanuel Macron en février 2024, soit pour aider l'Ukraine dans sa guerre, soit pour faire respecter un accord de paix, se posera aussi rapidement. Mais il est évident que seule une poignée de pays seront disposer à le faire au sein d'une «coalition des bonnes volontés», comme l'a reconnu Keir Starmer. En attendant, il n'est pas question d'abandonner l'action diplomatique : Français et Britanniques vont proposer leur propre plan de paix à l'Ukraine et aux Etats-Unis afin d'essayer de remettre dans le jeu Washington. Mais augmenter les dépenses militaires ne serait qu'une réponse partielle. Il va plutôt falloir apprendre à dépenser en créant un véritable marché intérieur de l'armement (avec une préférence communautaire), comme le prévoit une proposition de la Commission actuellement en discussion.

NATION CADRE

Surtout, il sera nécessaire que les Européens acceptent un leadership en matière de défense, un rôle que les Américains ont joué au sein de l'Otan depuis 1949. Sans «nation cadre», l'Europe militaire se condamnerait à l'impuissance. Ce qui passera au minimum par «la création d'un conseil de sécurité européen», via un traité ad hoc, comme le suggère l'ancien Premier ministre Michel Barnier, ce qui permettrait au passage d'écartier la Hongrie de Viktor Orbán ou la Slovaquie de Robert Fico, tous deux alignés sur l'axe Moscou-Washington et qui menacent déjà de bloquer toute nouvelle aide à l'Ukraine jeudi. En revanche, cela permettrait d'associer le Royaume-Uni, très impliqué dans le réveil de l'Europe de la défense, la Norvège et peut-être le Canada, qui a manifesté son intérêt, voire la Turquie, qui s'implique à nouveau aux côtés des Européens. Une sorte de mini-Otan si l'on veut.

Enfin, l'extension du bouclier nucléaire français à l'ensemble de l'Europe est désormais officiellement sur la table, Friedrich Merz ayant appelé dès sa victoire le 23 février à des discussions sur ce sujet avec Paris et Londres. «Si nos collègues veulent aller vers plus d'autonomie et de capacités de dissuasion, alors nous devrons ouvrir cette discussion stratégique profonde», a déclaré Emmanuel Macron vendredi au Portugal. «Je suis prêt à discuter de cette capacité souveraine si cela signifie que nous pouvons construire une force européenne plus importante», a-t-il ajouté. Or cette européanisation de la force de frappe française reviendrait bel et bien à accepter que la France, éventuellement avec le Royaume-Uni, joue un rôle leader en Europe à la place des Etats-Unis, un pas que les partenaires de Paris ont jusqu'ici toujours refusé, préférant une protection bienveillante et lointaine à une protection proche et encombrante. On mesure ici le chemin parcouru en quelques jours. ◀

En France, Macron relance le débat sur la défense européenne

Alors que la situation ukrainienne va occuper les députés lundi, le chef de l'Etat plaide pour une «défense commune» de l'Union européenne et propose d'étendre la dissuasion nucléaire française.

La «nouvelle ère» annoncée par Emmanuel Macron le 20 février après une réunion avec les oppositions sur la situation en Ukraine est peut-être en train de s'ouvrir. Suite à l'humiliation subie vendredi par Volodymyr Zelensky à Washington, le président français continue à préparer les esprits à l'idée d'un nouvel «effort de guerre» et de changements de doctrine pour les armées françaises. «Nous allons donner mandat à la Commission européenne pour définir les besoins capacitaire afin de bâtir une défense commune» car «il faut mobiliser des financements communs avec des centaines de milliards d'euros» et ce de manière «rapide», a-t-il déclaré dimanche dans une interview accordée au *Parisien*, à la *Tribune dimanche*, au *Journal du dimanche* et à *Ouest-France*. Si Vladimir Poutine n'est pas freiné, pronostique-t-il, «il ira à coup sûr sur la Moldavie et peut-être au-delà sur la Roumanie».

Intérêts vitaux. A la veille d'un débat sur la situation ukrainienne à l'Assemblée nationale ce lundi, Emmanuel Macron insiste donc sur «la nécessité d'agir» pour les Européens et relance l'idée d'une construction d'une Europe de la défense, portée depuis des années par la France. Mais le président de la République rouvre également le débat sur l'hypothèse d'un parapluie nucléaire européen. La France, seul pays de

l'Union européenne disposant de l'arme atomique, étendrait ainsi sa dissuasion nucléaire à ses partenaires. «On ne peut pas dire qu'on veut des Européens plus autonomes et considérer qu'on va laisser nos voisins dépendre totalement de la capacité américaine sur le plan de la dissuasion», affirme Macron, réanimant un débat ouvert en février 2020 en parlant de «la dimension authentiquement européenne» des intérêts vitaux français. Pendant la campagne des élections européennes de 2024, il s'était dit prêt à «ouvrir le débat» d'une défense européenne qui pourrait «inclure la défense antimissile, les tirs d'armes de longue portée, l'arme nucléaire pour ceux qui l'ont ou qui disposent sur leur sol de l'arme nucléaire américaine». Un pied à l'international, un autre dans les médias nationaux, le chef de l'Etat poursuit ainsi son opération remobilisation d'une opinion française moins concernée par la question ukrainienne depuis plusieurs mois. «Je sonne un peu le tocsin ce soir», avait-il alerté dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, le 20 février, après une réunion à l'Elysée avec les chefs de parti et bardé de cartes et de graphiques pour expliquer aux Français «en quoi notre sécurité est en jeu». Les positions alors exprimées par les représentants de l'opposition, quant à l'engagement de la France et la construction d'une Europe de la défense, n'ont, depuis, pas évolué. La dissuasion nucléaire de la France doit rester «française» et «on ne doit pas la partager», a ainsi répété Marine Le Pen samedi. Cette position ne fait pourtant pas l'unanimité à l'extrême droite. Dimanche sur BFMTV, Eric Zemmour ne s'est pas montré opposé à cette extension du parapluie nucléaire français, «à partir du moment où c'est

le président de la République française qui a le bouton nucléaire et personne d'autre».

«Un rôle immense». Jean-Luc Mélenchon, lui, estime en revanche qu'il faut «faire obstacle» à «l'Europe de la défense», défendue par le PS. «La France a un rôle immense à jouer parce qu'elle est la seule puissance dotée de l'arme nucléaire de l'Union européenne, parce qu'elle a une industrie de défense puissante», a pour sa part affirmé samedi Raphaël Glucksmann sur France Info. Vendredi, François Hollande avait de son côté précisé les contours de sa vision d'une défense européenne bâtie avec «quelques pays». «Nous devons être décidés à utiliser la force», avait-il déclaré dans le *Monde*. Depuis 2022, la question ukrainienne divise la gauche. Alors que PS, PCF et Ecologistes cherchent la voie d'une candidature commune, Fabien Roussel prévient : «On doit engager ce débat de fond avant toute chose, moi, je ne ferai pas avec des va-t-en-guerre.» Appelant au «retrait des troupes russes» d'Ukraine, le communiste a regretté dimanche sur France 3 que «la France de M. Macron [ait] été atlantiste à 100% et atlantiste jusqu'au bout». «La France et les pays de l'UE [doivent] faire le choix de dialoguer avec M. Poutine, a-t-il ajouté. Il ne faut pas laisser Trump et Poutine discuter ensemble parce qu'ils sont capables de sceller un accord sur le dos [...] du peuple ukrainien.» Au-delà de la gauche, l'ensemble des partis politiques français continuent ainsi d'être percutés par cette question. «Pour la première fois, pronostique Hollande, la campagne [présidentielle] peut se concentrer sur l'international, l'Europe et la défense.»

CHARLOTTE BELAÏCH

Contre Zelensky, un journaliste complotiste tailleur de costard

Brian Glenn, qui a blâmé le président ukrainien sur sa tenue vendredi, est un symbole de la mainmise de Trump sur l'accès des médias à la Maison Blanche.

Dans le Bureau ovale, c'est à qui crie sa question le plus fort. Une voix grave prend le pas sur les autres : «Pourquoi ne portez-vous pas de costume?» La question est adressée à Volodymyr Zelensky, assis à côté de son homologue américain Donald Trump, lors de la catastrophique rencontre bilatérale à la Maison Blanche, vendredi. Zelensky ne porte pas son habituel tee-shirt kaki mais a opté pour un pull noir arboré du trident ukrainien.

Devant la Maison Blanche, Donald Trump remarque lui aussi la tenue et lance aux journalistes : «Il s'est mis sur son trente-et-un!» Et voilà que ce journaliste insiste : «Vous êtes avec le plus haut niveau de la fonction publique de ce pays et vous refusez de porter un costume. Je veux juste... Avez-vous un costume?»

Beaucoup d'Américains ont un problème avec le fait que vous ne respectez pas la présidence. Celui qui crie est un certain Brian Glenn, et correspondant pour Real America's Voice, une chaîne de télévision d'extrême droite qui a plusieurs fois partagé des théories conspirationnistes. Il est aussi le compagnon de l'élu de Géorgie et fervent soutien de Trump, Marjorie Taylor Greene.

Pris en étau. La présence de Brian Glenn dans le Bureau ovale, tout aussi étonnante, intervient dans un contexte ultra-tendu. Depuis plusieurs jours, l'agence américaine AP est interdite d'accès à la Maison Blanche, celle-ci choisissant qui entre et qui n'entre pas, à la place de l'Association des journalistes accrédités. Quand Brian Glenn pose sa question, Zelensky fronce les sourcils. Calmement, il répond : «Je porterai un costume quand cette guerre sera finie.» Et ajoute : «Peut-être que je porterai quelque chose qui ressemble au vôtre... Peut-être quelque chose de mieux. Ou quelque chose de moins cher.» L'échange provoque quelques sourires – et un clin d'œil de Trump au journaliste – et la con-



GETTY IMAGES AFP

versation revient sur l'Ukraine. Mais l'attaque n'est qu'un aperçu de ce qui suit. En quelques minutes, le président ukrainien se retrouve vilipendé, pris en étau, entre le chef de l'Etat américain et le vice-président J. D. Vance, et la rencontre se termine sur cette image hallucinante : J. D. Vance tout sourire, Donald Trump rouge écarlate, Volodymyr Zelensky gris, l'ambassadrice ukrainienne aux Etats-Unis la tête entre les mains et Brian Glenn gonflé de fierté. La scène atroce a depuis fait le tour du monde. Dimanche, les diri-

geants européens ont multiplié les marques de soutien à l'Ukraine, alors qu'ils étaient réunis à Londres autour de Zelensky pour tenter de trouver une solution à l'abandon annoncé des Etats-Unis (*lire page 2*).

Donald Trump, lui, passait le week-end sur son golf en Floride, pendant que J. D. Vance descendait les pistes de ski en famille dans le Vermont. Même s'il s'est fait accueillir par des manifestations sonores le traitant de traître et lui suggérant d'aller «skier en Russie».

«Permis de survivre». Quant à Brian Glenn, toujours empêtré dans son délitement vestimentaire, il a réitéré sa remarque, samedi sur X, tout en poursuivant son cirage de pompe. «Le fait qu'il vienne [dans] le bureau du plus haut niveau de la fonction publique du pays le plus puissant du monde, habillé comme il l'était, reflète son manque de respect profond non seulement pour notre pays, mais aussi pour le Président et les citoyens américains qui ont permis à l'Ukraine de survivre aussi longtemps qu'elle l'a fait jusqu'à présent», écrit-il. Oubliant qu'en d'autres temps, il y a quatre-vingts ans, Winston Churchill ou le général de Gaulle ont porté une tenue militaire tant que leurs pays étaient en guerre.

SALOMÉ KOURDOULI
Correspondance à Washington



La mère d'un soldat ukrainien rend hommage à son fils mort au front en 2024, sur la place de l'indépendance, à Kyiv. PHOTO ROMAN PILIPEY. AFP

Après l'affront, l'Ukraine fait front avec Zelensky

Les Ukrainiens observent avec espoir les Européens réunis en sommet. Quelques voix se lèvent toutefois contre la gestion de l'incident.

Les Ukrainiens devraient dire merci à leur concitoyen qui a passé une nuit blanche pour sous-titrer en ukrainien la parodie du clash Trump-Vance-Zelensky, diffusée dans le Saturday Night Live. Un sketch dans lequel J.D. Vance hurle comme une hyène face à un Zelensky ahuri, Marco Rubio enfoncé dans le canapé comme un cousin américain des Deschiens. Kyiv riait un peu dimanche, comme souvent, quand tout autour ressemble à une tragédie antique. Sur la télévision Kyiv 24, on apprend que J.D. Vance a dû se planquer dans le Vermont, quand des centaines de manifestants pro-ukrainiens l'ont accueilli fraîchement dans la station de ski où il devait passer tranquille le week-end. La chaleur de l'accueil de Keir Starmer à Zelensky, à Londres, samedi, met

également du baume aux coeurs, saignés à Washington. Reste que la relation entre Kyiv et Washington semble gravement – irrémédiablement – endommagée après la passe d'armes du Bureau ovale et nombreux sont ceux qui commencent à réfléchir aux conséquences que cette séquence pourrait avoir, en particulier un arrêt brutal de l'aide militaire à l'Ukraine.

Différemment. Le 24 février, quatre jours avant l'esclandre, une source officielle ukrainienne s'inquiétait auprès de Libération de la possibilité que les Américains, dans un premier temps, se retirent de la gestion du hub logistique polonais de Rzeszow, à 80 km de la frontière ukrainienne, par lequel transite 80 % de l'aide militaire internationale, et où est effectuée une grande partie du maintien en condition opérationnelle du matériel lourd non réparable en Ukraine. Serhii Rakhmanin, député ukrainien, a estimé dimanche, sur les ondes de Radio NV, qu'il était impossible que la réunion de Washington se passe autrement. «On ne peut pas imaginer

des représentants de la diplomatie plus non conventionnels [que Zelensky, Trump et Vance, ndlr]», dit-il, soulignant «l'impossibilité d'une conversation constructive et d'un dialogue égalitaire avec cette administration». Pour ce représentant du parti d'opposition modérée Holos, «l'aversion de Trump pour Zelensky est évidente et la seule chose que le président devrait faire, c'est de ne pas réagir».

Dans le pays, malgré un large soutien, certains se demandent si les choses auraient pu se passer différemment. Des médias ukrainiens ont relayé des informations du New York Post, journal certes très pro-Trump, selon lesquelles toute la semaine dernière, Keith Kellogg, l'envoyé spécial sur l'Ukraine de la Maison Blanche, aurait déconseillé à ses interlocuteurs ukrainiens de précipiter un voyage présidentiel ukrainien à Washington. Il aurait estimé que «la relation entre les [deux] présidents n'était pas assez consolidée», dans un contexte où c'est la garde rapprochée de Zelensky qui exerce un quasi-monopole sur la politique étrangère de Kyiv. «Le pré-

sident [Zelensky] a remporté une victoire écrasante et a obtenu le soutien de l'Ukraine et de l'Europe, estime dimanche Lana Zerkal, ancienne vice-ministre des Affaires étrangères à l'intégration européenne (2014-19), sous la présidence de Petro Porochenko. Sur le plan moral, la majorité des Européens sont du côté de l'Ukraine, ce qui semble être un élan supplémentaire pour la création de l'Union européenne de la défense, dont l'Ukraine pourra être un membre à part entière. Une telle alliance diplomatique et un tel soutien renforcent considérablement notre position, et cela peut détruire les plans chérirs de Moscou.»

Critique. Reste que l'anglais en progrès de Zelensky semble toujours faire l'affaire avec les leaders européens, qui l'ont accueilli à Londres dimanche avec une chaleur évidente, contrastant avec l'atmosphère glaciale de Washington. Keir Starmer et Emmanuel Macron en tête, mais aussi la présidente italienne du Conseil, Giorgia Meloni, qui joue une partition particulière,

entretenant d'excellentes relations avec Trump comme avec Volodymyr Zelensky. Pour Serhii Rakhmanin, l'enjeu principal est la manière dont l'Europe palliera une fin tout à fait possible de l'aide militaire américaine, qu'il estime «surestimée [en proportion] par les médias, mais considérable à trois niveaux : la défense antiaérienne par les batteries Patriot, les systèmes de renseignement et le réseau Starlink», décisif pour la guerre des drones. «Si les Etats-Unis refusent complètement d'aider l'Ukraine, la situation sera critique, mais pas catastrophique», analyse-t-il. A condition que cette aide manquante soit compensée par la production interne de l'Ukraine, le reste pouvant être bouclé par nos partenaires européens, si ceux-ci le veulent bien.» Réponse probable dans les jours qui viennent alors qu'un Conseil européen extraordinaire est prévu jeudi à Bruxelles.

STÉPHANE SIOHAN
Correspondant à Kyiv

LIBÉ.FR

A lire, l'analyse du rôle diplomatique du Premier ministre britannique, Keir Starmer, qui, s'il déçoit à domicile, a réussi à se placer comme interlocuteur essentiel des Etats-Unis et de l'Europe.



Volodymyr Zelensky et Donald Trump à la Maison Blanche, à Washington, vendredi. PHOTO SAUL LOEB. AFP

Trump et Poutine contre Zelensky : vers un nouvel âge colonial

La tentative de racket, organisée vendredi à la Maison Blanche à l'encontre de Volodymyr Zelensky, pour mettre la main sur ses ressources minières, illustre de façon éclatante l'adhésion décomplexée des Etats-Unis au paradigme impérialiste.

Par
MAXIME FOREST
et **RÉJANE SÉNAC** politistes

L'histoire retiendra peut-être qu'entre l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 et la tentative d'extorsion publique menée par Trump et son vice-président J.D. Vance aux dépens de Zelensky, le 28 février 2025, une nouvelle ère coloniale s'est ouverte. Bien que les précédentes n'aient jamais cessé de produire leurs effets après les vagues de décolonisation de la seconde moitié du XX^e siècle, conclues par l'effondrement du système soviétique. L'architecture internationale post-1945 avait maintenu de vieilles puissances coloniales (la France et le Royaume-Uni) au sein du Conseil

de sécurité de l'ONU, tandis que les Etats-Unis et l'URSS brandissaient de faux étendards (ceux de la défense des valeurs occidentales et du soutien aux mouvements de libération nationale, pour habiller leurs pulsions impérialistes respectives). Le commerce mondial fit perdurer les flux des ressources des anciens pays colonisés au profit des pays du Nord, tandis que le FMI ou la Banque mondiale maintenaient la dichotomie entre pays développés et «tiers-monde», sans prendre la peine d'atténuer la saveur de leurs potions amères. Cependant, entre le milieu des années 70 et la fin des années 80, l'épilogue des dernières guerres d'indépendance en Angola ou au Mozambique, le retrait des Etats-Unis du Vietnam puis la remise en cause de leur soutien aux dictatures sud-américaines, l'acte final de la conférence d'Helsinki ou l'échec de la guerre coloniale de l'URSS en Afghanistan amorcèrent un regain de multilateralisme. Accélérée par les conflits et génocides qui accompagnèrent le crépuscule d'un monde bipolaire, cette sortie progressive de l'ère coloniale fut caractérisée par l'extension du système onusien autour d'objectifs de développement durable et d'enjeux climatiques définis avec les pays du Sud et la reconnaissance d'in-

terdépendances globales. En Europe, la critique du paradigme néolibéral et des différents systèmes de domination à l'œuvre dans les relations internationales conduisit même à l'amorce d'un débat public sur l'héritage colonial.

Moyens hybrides

Ce début d'introspection aura contribué à masquer le réveil d'un colonialisme à peine défait : celui de la Russie. Dès 1999, celle-ci écrase brutalement le séparatisme tchétchène. Annoncée dès la conférence de Munich en 2007, cette entreprise de reconquête s'étend à la Géorgie en 2008, puis s'intensifie à la suite de la réélection frauduleuse de Poutine à la présidence en 2012, usant également de moyens hybrides : «usines à bots», outils de propagande tels que la chaîne RT ou le canal Sputnik, largesses au bénéfice de leaders politiques occidentaux et chantage énergétique, pour culminer par l'annexion de la Crimée et d'une partie du Donbass ukrainiens en 2014. En dépit des efforts constants de l'agresseur pour présenter l'Ukraine comme un vassal corrompu et nier son existence culturelle tout en faisant main

basse sur ses ressources minières, aux yeux de beaucoup, cette politique n'a révélé son visage colonial que lors de la tentative d'invasion menée depuis 2022. Au-delà de l'impérialisme russe, ce sont deux autres puissances, la Chine et les Etats-Unis, qui ont à leur tour fait valoir leurs «droits» sur des territoires riches en ressources naturelles ou présentant un intérêt géostratégique soi-disant existentiel. Ces deux grands gagnants d'une globalisation permise par la pacification des conflits et une compétition économique régie par les règles de l'OMC, n'en ont pas moins entrepris d'en saper les fondements. La Chine d'abord, à compter de 2012, par une politique d'appropriation des richesses désinhibée au moyen des accords de la «nouvelle route de la soie» et de prêts usuriers en Afrique et en Asie du Sud, complétés à l'intérieur par l'ethnocide perpétré contre les Ouïghours et, à l'extérieur, par une politique d'armement à marche forcée pour le contrôle des mers de Chine, Taiwan comprise. Mais c'est sans doute l'adhésion décomplexée des Etats-Unis à ce paradigme colonial et impérialiste qui mar-

que l'entrée dans une ère nouvelle. Élu confortablement en novembre 2024 sur la promesse d'une politique protectionniste et de contrôle migratoire, Donald Trump a, dès sa seconde prise de fonction, articulé l'exécution de cette politique à une dénonciation des alliances multilatérales conclues depuis 1949 par les Etats-Unis, à l'exception du soutien inconditionnel témoigné à Israël. Dirigé contre l'Europe et le Canada, alliés historiques, cet aggiornamento s'accompagne de revendications territoriales qui excèdent de loin celles assouvis aux dépens de l'Espagne et de la Russie à la fin du XIX^e siècle. Ce retournement et le nouveau partage du monde qu'il augure sont formulés au nom de droits historiques, d'une mission messianique, de la restauration de valeurs patriarcales, d'une forme de racisme et de l'appropriation des ressources. Ce breviaire colonialiste trouve son prolongement jusque dans le reniement d'une solution à deux Etats au conflit israélo-palestinien, au profit d'une dystopie terrifiante dépassant les projections des colons israéliens les plus extrémistes.

Moloch insatiable

Accompagnée, sur le plan national, d'une extension sans limite des pouvoirs présidentiels aux allures de coup d'Etat, la mutation des Etats-Unis en nation prédatrice dégagée de toute responsabilité vis-à-vis d'un ordre juridique international dont elle fut l'un des architectes et le grand bénéficiaire, achève de placer le monde sur une trajectoire néocoloniale. Une trajectoire aussi porteuse de périls que les aventures colonialistes des XVI^e et XIX^e siècles : exploitation jusqu'à l'épuisement des ressources finies de la planète, désormais étendue à l'espace et au patrimoine génétique de l'humanité, constitution d'oligarques hors de contrôle aux nouvelles frontières du progrès technologique, oppression des corps racisés ou minorisés, des femmes et de tous les vaincus de l'ordre colonial. Et pour asservir êtres vivants et écosystèmes, ce moloch insatiable, qui réside désormais également à la Maison Blanche, s'attaque aux droits fondamentaux promulgués dans les habeas corpus des démocraties libérales et les conventions internationales, fragiles antidotes à la dose mortelle de nihilisme qu'il inocule. Ironie de l'histoire, c'est à Londres, capitale d'un ancien empire tutélaire, qu'il est revenu ce dimanche 2 mars aux pays occidentaux demeurés fidèles au multilateralisme, de tirer dans l'urgence les premières conséquences de ce basculement pour l'Ukraine, et à l'Europe, cet «empire post-hégémonique» décrit par Ulrich Beck, de prendre la mesure de ses responsabilités dans ce nouvel âge colonial. ➤

Lire aussi pages 20-21 l'interview de Bertrand Badie.

TRIBUNE



DR



DR

Créer du lien, c'est notre façon d'agir.

Créer du lien, voilà l'essence même de nos métiers.

C'est l'engagement quotidien de nos postières et de nos postiers qui sillonnent les territoires et accompagnent tous les Français.

AGIR POUR LA PLANÈTE

- 6,8 %** d'émissions de gaz à effet de serre pour l'ensemble de nos activités en 2024 par rapport à 2023.*
- 7,7 %** d'émissions de gaz à effet de serre par colis par rapport à 2023.**

AGIR POUR LA SOCIÉTÉ ET L'AVENIR DES TERRITOIRES

- 283 273** personnes âgées ou fragiles ont bénéficié de nos services d'accompagnement.
- 788 252** personnes accompagnées, formées et équipées dans l'usage du numérique.
- 426 000** emplois soutenus en France (directs, indirects ou induits).

AGIR AVEC ET POUR LES COLLABORATEURS

- 9,76 %** de collaborateurs en situation de handicap.***
- 0 %** d'écart salarial entre les hommes et les femmes.***
- 93,4 %** de postières et de postiers formés en 2024.***

Pour découvrir tous nos résultats, rendez-vous sur
www.lapostegroupe.com/fr/resultats-2024

LANCÉMENT D'ARIANE 6

La France en mission souveraineté

Le premier vol dit «commercial» de la fusée européenne devrait placer en orbite un satellite militaire espion français ce lundi.

Une étape révélatrice de la volonté de l'Hexagone de jouer des coudes dans l'espace et d'y augmenter ses capacités militaires.

Par
MARGAUX GABLE

Tous les regards sont braqués vers le Centre spatial guyanais. Dressé sur son pas de tir à Kourou, le lanceur européen Ariane 6 – dans sa version A62 car munie de deux boosters – doit s'élancer dans les airs ce lundi à 13 h 24 heure locale, soit 17 h 24 heure de Paris. Pour le deuxième lancement de son histoire depuis le tir inaugural de juillet et pour son premier vol dit «commercial», la fusée libérera, à quelque 800 km d'altitude, le tout dernier bijou de l'armée française : le satellite militaire espion CSO-3 (pour «composante spatiale optique»). Lové dans la coiffe, l'outil d'observation optique et infrarouge sera lâché en orbite héliosynchrone environ une heure après le décollage. Déployé dans le cadre du programme Musis, qui prévoit la mise en orbite de trois satellites CSO de reconnaissance et d'identification pour prendre le relais des satellites Hélios, doté de plus de 2 milliards d'euros sur dix ans et en coopération avec plusieurs pays européens, ce troisième et dernier joujou vien-

dra compléter le travail entrepris par ses deux ainés. En plaçant ce dernier sur la même orbite de reconnaissance que CSO-1, lancé en 2018, un même point du globe sera ainsi survolé par un des deux satellites au moins une fois toutes les vingt-quatre heures, augmentant ainsi ce qu'on appelle la fréquence de revisite. Placé à 480 km d'altitude, CSO-2, lancé en 2020, s'occupe quant à lui de la partie d'identification en réalisant des prises de vues détaillées des scènes qu'il observe.

Mais à quoi servent concrètement ces yeux en haute altitude? Outre le recueil de renseignements et l'appui aux opérations militaires aériennes, maritimes ou terrestres, les images à haute résolution réalisées par les satellites CSO dans le domaine visible et infrarouge, peuvent faciliter l'aide aux populations en cas de catastrophe naturelle, comme cela a par exemple été le cas après le passage du cyclone Chido à Mayotte, en décembre. Alors que chaque satellite réalise chaque jour plusieurs centaines de photos, CSO-3 sera en mesure de détecter des éléments de plus petite taille qu'auparavant. Il lui serait par

exemple possible d'apercevoir des petits navires, ce que l'on ne savait pas faire jusqu'alors. «*Cela renforce la défense de nos intérêts et permet de surveiller certaines zones que nous considérons comme sensibles ou instables. Ainsi, nous pouvons identifier et donc anticiper certaines crises*», a précisé l'ingénieur général de l'armement, Michel Sayegh, lors d'une conférence de presse vendredi. Les premières images de CSO-3 devraient nous parvenir environ huit jours après le décollage d'Ariane 6.

«MAÎTRISER TOUS LES PARAMÈTRES»

Avec environ une quinzaine de satellites militaires en orbite, la France fait partie du club très fermé des puissances militaires dans l'espace aux côtés des Etats-Unis, de la Chine ou de la Russie. «*Depuis le lancement de son programme militaire spatial dans les années 1970, la France répond à la stratégie dite VEC, pour «voir, écouter, communiquer»*», précise Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, spécialiste des questions spatiales et auteur de la *Ruée vers l'espace, nouveaux enjeux*

géopolitiques (éd. Tallandier, 2024). La mission «voir» est ainsi assurée par les satellites CSO, «écouter» par le programme Ceres – qui devrait être remplacé par le programme Celeste à partir de 2029 – et «communiquer» par le programme Syracuse, qui permet de mettre en relation les militaires entre eux et de transmettre des informations sécurisées. Avec la pimpante Ariane 6, les acteurs européens pourront à nouveau déployer leurs satellites militaires avec leur propre lanceur. Une indépendance cruciale, tant confier le lancement de son équipement militaire à un prestataire étranger revient à courir le risque de faire fuiter certaines informations. Pour rappel, CSO-1 et CSO-2 ont tous deux été déployés en orbite à l'aide du lanceur russe Soyouz, un partenariat interrompu après l'invasion russe en Ukraine. «*Et au-delà de la protection du satellite, utiliser son propre lanceur revient à maîtriser tous les paramètres, dont la date de lancement. Si vous n'avez plus ce lien d'accès à l'espace, votre souveraineté en prend un sacré coup*», analyse Xavier Pasco. Le décollage de ce lundi 3 mars fait ainsi l'objet d'une

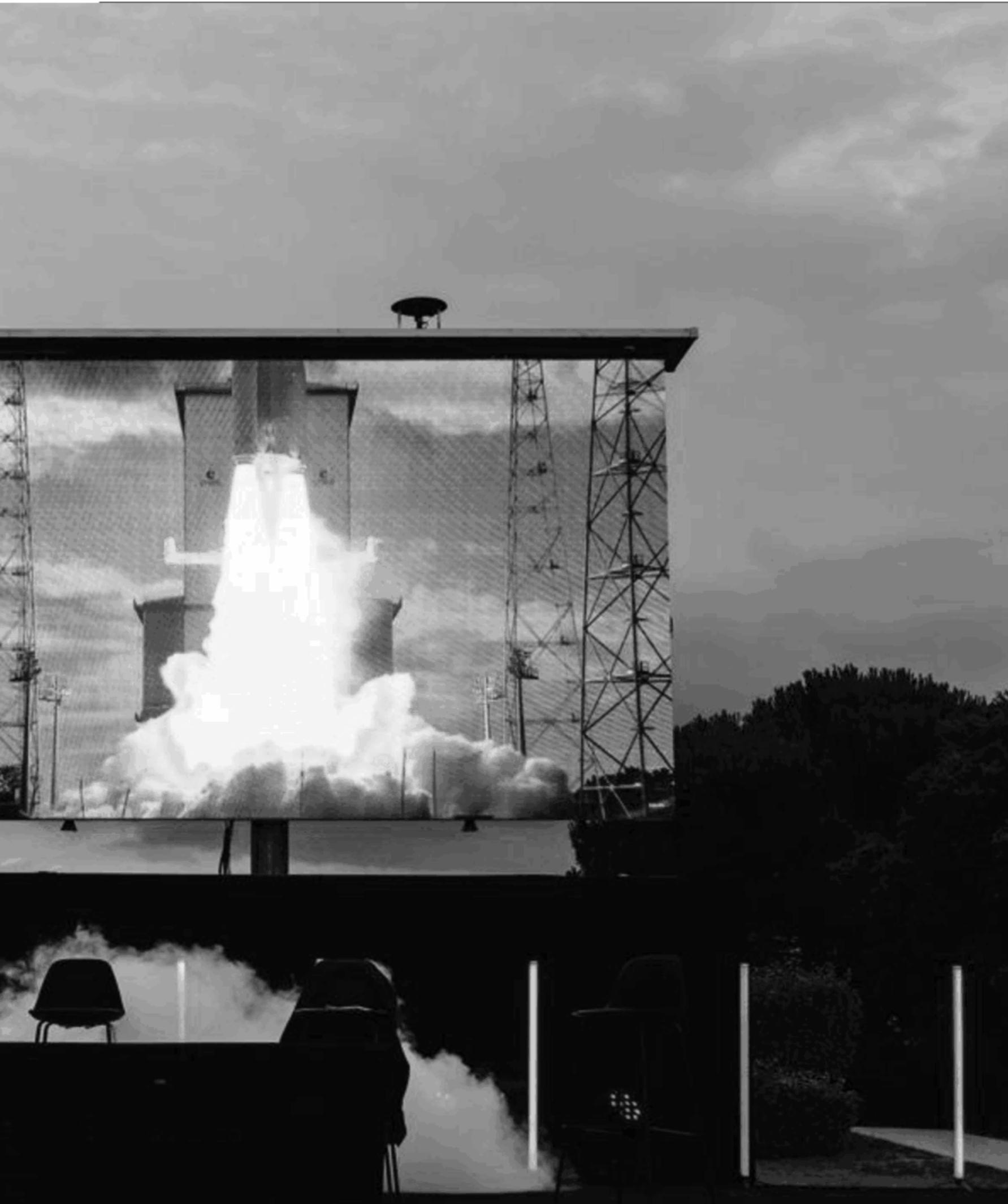
surveillance accrue. Trois avions de type Rafale, un avion de ravitaillement A330 MRTT piloté par Thomas Pesquet, un avion de transport militaire A400M ainsi qu'un avion radar Awacs ont été dépêchés pour sécuriser le tir.

«*L'espace est devenu un lieu de confrontation de plus en plus militarisé. L'investir est désormais devenu un enjeu de souveraineté pour la défense et la sécurité nationale*», a appuyé le contre-amiral Christophe Mérieult, officier général adjoint au Commandement de l'espace, lors de la conférence de presse de vendredi. Pendant la guerre froide, les satellites développés permettaient avant tout d'exercer une surveillance mutuelle, et l'espace restait alors plutôt protégé de la course à l'armement de l'époque. En 1967, le traité de l'espace prône en ce sens une exploration pacifique de l'espace, sommant les Etats de «ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet porteur d'armes nucléaires ou de tout autre type d'armes de destruction massive».

Mais peu à peu, les engins placés en orbite sont devenus des cibles potentielles. En 2007, la Chine réalise le tout premier test antisatellite et



Retransmission en direct du premier lancement d'Ariane 6, à la Cité de l'espace de



Toulouse le 9 juillet. PHOTO PATRICIA HUCHOT-BOISSIER. SAIF IMAGES

démontre sa capacité à les abattre à l'aide de missiles spécifiques. Ont suivi les Etats-Unis en 2008, la Russie en 2015 et en 2021 et l'Inde en 2019. Perdant son caractère sanctuarisé, l'espace s'est ainsi mué en un potentiel nouveau milieu d'affrontement, obligeant les puissances spatiales à surveiller leurs appareils. Dans le cas des satellites CSO, ce sont les radars du système Graves – pour «Grand réseau adapté à la veille spatiale» – qui permettent de garder un œil sur ce qui se passe à proximité.

LA NÉCESSAIRE PAIX DANS L'ESPACE

Dans ce contexte de tensions croissantes dans l'espace, les Etats structurent tour à tour leur politique militaire spatiale. Aux Etats-Unis, Donald Trump annonce en 2019 la création d'une «Force l'espace». La même année, la France se dote d'un commandement de l'espace et Florence Parly, alors ministre des Armées, présente sa «stratégie spatiale de défense» commandée par Emmanuel Macron. S'il ne s'agit pas d'une stratégie offensive, la stratégie

spatiale de défense ne reste pas moins le fruit de la volonté française de placer l'armée au centre du jeu spatial. Enième preuve de l'intérêt croissant pour l'espace : alors que la loi de programmation militaire française (LPM) 2019-2025 prévoyait un budget de 3,6 milliards d'euros pour le spatial, la LPM 2024-2030 y alloue près de 6 milliards d'euros.

Si l'idée d'une guerre des étoiles suscite de nombreux fantasmes, nul n'a en vérité intérêt à militariser le ciel : «La physique spatiale fait que, dans l'espace, tout le monde est interdépendant. Si un satellite explosait par exemple, tout le monde en paierait le prix. Ceux qui sont visés et ceux qui en sont l'auteur», rappelle Xavier Pasco. Si le monde entier craint ainsi l'arrivée d'un nouvel acteur irrationnel dans le ciel, l'entrée d'Elon Musk au gouvernement Trump peut-elle perturber la stabilité spatiale ? Malgré le caractère du personnage, à en croire le spécialiste, la réponse est non. «Ceux qui vont être les plus vulnérables sont ceux qui ont le plus de capital dans l'espace. Les acteurs privés n'ont aucun intérêt

à rendre ce lieu plus dangereux», abonde-t-il. Avec ses quelque 7000 satellites, soit environ 70% des appareils actuellement en orbite, Elon Musk serait ainsi le premier à en payer la facture. En attendant l'issue du vol d'Ariane 6 ce lundi, du côté du Commandement de l'espace et de la Direction générale de l'armement, on planche déjà sur les prochains yeux français dans l'espace, les satellites Iris² (pour «Instruments de renseignement avec imagerie spatiale»). Avec un objectif clair : que la prochaine génération de ces appareils soit prête «à la fin de la décennie». ▶

LIBÉ.FR

«Dès que nous avons pu, nous sommes venus ici : à Kourou, faire communauté dans l'ombre de la fusée Qu'ils soient Créoles, Amérindiens ou Bush-nengues, les descendants des premiers travailleurs du Centre spatial guyanais ont à cœur d'améliorer leur quartier, malgré de nombreux défis.

«Tout porte à croire qu'il va y avoir beaucoup d'activité»

Selon l'économiste spécialiste de l'activité spatiale Pierre Lionnet, Arianespace restera un acteur incontournable de l'espace malgré la concurrence agressive des milliardaires du «New Space».

A l'heure où la concurrence en orbite se fait de plus en plus rude, la mise en marché d'Ariane 6, après quatre ans de retard, est un énorme soulagement. Pierre Lionnet, économiste spécialiste de l'espace et directeur de recherches à Eurospace, association réunissant les industriels du spatial européen, décrypte les enjeux économiques de ce deuxième vol ultra-scruté.

Arianespace a annoncé avoir négocié avec Amazon son «plus gros contrat jamais signé», assurant 18 lancements pour mettre en orbite une partie des satellites de la future constellation Kuiper. Que sait-on du carnet de commandes du nouveau lanceur européen ?

Tout porte à croire qu'il va y avoir beaucoup d'activité. D'autant qu'Amazon doit déployer ses satellites très vite. Ensuite, côté institutionnel, entre trois et quatre lancements par an d'Ariane 6 sont garantis par le déploiement des grands programmes de l'Agence spatiale européenne ou de l'UE que sont Galileo et Copernicus. Puis, à partir de 2028-2029, il va y avoir le déploiement de la constellation Iris², un autre grand programme de l'Union signé récemment, dont les lancements seront, a priori, réalisés par Ariane 6.

Ce qui lui permettra d'être économiquement viable ?

Même si le carnet de commandes est conséquent et fourni, ça ne dira rien de la rentabilité. Les services de lancement sont associés à des forts coûts fixes qui doivent être amortis sur l'année. Plus un lanceur est utilisé, moins il coûte à l'opérateur. Pendant des années, on a ainsi eu en Europe un effet d'aubaine car le lanceur Ariane 5 avait beaucoup de clients sur le marché commercial, ce qui permettait d'abaisser ses coûts moyens de fonctionnement. Le gros enjeu pour les services de lancement est donc d'avoir un volume de production suffisamment lisse tous

les ans et avec suffisamment de demandes pour pouvoir amortir au maximum l'appareil de production. Et il y a des seuils : en dessous de six à sept lancements par an, le lanceur est difficilement amorti.

D'après les comptes publics d'Arianespace, on note des pertes conséquentes ces cinq dernières années (-25,7 millions d'euros en 2023 par exemple). Quel est l'état de santé économique d'Arianespace ?

Les premières pertes importantes ont été enregistrées à partir de 2020 et sont liées à la baisse d'activité. Avant 2020, Arianespace réalisait en moyenne six à sept lancements par an avec le gros lanceur Ariane 5, trois à quatre lancements avec les lanceurs russes Soyouz, qui étaient à l'époque exploités à Kourou, et entre deux et trois lancements du lanceur Vega-C. Mais avec la guerre en Ukraine, il y a eu l'embargo sur les produits russes et

Arianespace n'a plus eu accès aux lanceurs Soyouz. Ensuite, avec les difficultés techniques du programme Ariane 6 et le Covid, Arianespace s'est retrouvé avec une toute dernière Ariane 5 à lancer sans Ariane 6 disponible pour prendre le relais. Dernière chose, l'entreprise aérospatiale italienne Avio a décidé de commercialiser elle-même ses lanceurs Vega-C et de se passer des services d'Arianespace. Malgré les pertes, on ne peut pas dire aujourd'hui qu'Arianespace est en difficulté. D'autant que sa vocation est de proposer un service de qualité et non de générer énormément de profits pour ses actionnaires privés.

Ariane 6 accuse quatre ans de retard. Pendant ce temps, SpaceX a assis sa légitimité. Arianespace peut-elle s'en sortir malgré cette concurrence agressive ?

Avec Ariane 6, l'activité d'Arianespace va être redynamisée. On entend souvent dire que Falcon 9 aurait rendu Ariane 6 obsolète, notamment parce qu'il est réutilisable et pas elle. Mais avec sa cadence de lancement, être réutilisable ne la rendrait pas plus rentable. Ensuite, Falcon 9 est compétitif parce qu'il coûte moins cher que tous ses concurrents mais Ariane 6 parviendra toujours à attirer les clients qui n'ont pas envie de faire appel à SpaceX. C'est le cas de son concurrent Amazon mais aussi à priori des clients institutionnels européens.

Recueilli par M.Ga.



INTERVIEW



Manuel Valls
à Nouméa,
le 22 février.
PHOTO DELPHINE
MAYEUR. AFP

NOUVELLE-CALÉDONIE

Valls relance les discussions et fait baisser la tension

Après huit jours de déplacement, le ministre des Outre-mer a permis de rétablir le dialogue entre indépendantistes et loyalistes, divisés et marqués par les émeutes qui ont secoué l'archipel en mai. Une étape importante pour envisager une sortie de crise.

Par
BAPTISTE GOURET
Correspondant à Nouméa

C'est un équilibre fragile qui s'est reconstruit cette semaine en Nouvelle-Calédonie. Mais pour l'archipel du Pacifique Sud, encore traumatisé par les émeutes survenues en mai, il représente un pas important vers une sortie de crise et la conclusion d'un nouvel accord politique très attendu. En huit jours de déplacement, le ministre des Outre-mer, Manuel Valls, a en effet réussi là où ses prédécesseurs avaient jusqu'ici échoué : réunir autour de la table des discussions les formations politiques indépendantistes et loyalistes et, plus dur encore, faire en sorte que personne ne claque la porte malgré les profondes divisions entre les deux camps. Une première depuis 2021 et la tenue du troisième et dernier référendum d'autodétermination prévu par l'accord de Nouméa, boycotté, en décembre 2021, par les indépendantistes et célébré par les loyalistes.

APPROCHE PRUDENTE

«L'objectif [...] c'était que les uns et les autres se parlent», s'est félicité le ministre, samedi, lors d'une conférence de presse organisée quelques heures avant son départ de l'archipel. «On peut considérer que cette étape a été franchie.» Les échanges ont débuté mercredi à Nouméa, dans l'intimité de la résidence du

haut-commissariat de la République, et ont duré trois jours. «On s'est dit les choses, les mots ont parfois été durs, mais on a su maintenir le respect», rapporte Gil Brial, membre d'une des délégations loyalistes. Trois thématiques, fixées au préalable par le ministre des Outre-mer, ont rythmé les discussions : le lien de la Nouvelle-Calédonie avec la France, la future gouvernance du territoire et la définition d'une citoyenneté calédonienne. «Ça a été tendu à certains moments, il y a eu quelques empoignades, mais tout le monde est resté, c'est le plus important», se réjouit Victor Tutugoro, de la délégation Union nationale pour l'indépendance, qui s'est mise en retrait du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) il y a quelques mois.

Une sérénité des débats rendue possible par l'approche prudente de Manuel Valls sur le dossier calédonien depuis sa prise de fonction rue Oudinot. «On a apprécié la méthode, on a pu avoir des échanges sereins et constructifs», salut le député Emmanuel Tjibaou, à la tête de la délégation indépendantiste du FLNKS, dont la participation aux discussions est longtemps restée incertaine, avant d'être validée mardi en bureau politique. «Valls gère ça très bien, il prend le temps d'écouter tout le monde», note également Gil Brial. Des propos qui tranchent avec le ton menaçant adopté par le camp loyaliste aux premiers jours du déplacement ministériel.

La première phase des discussions à peine close, la date du second «round» est déjà connue. Ce sera fin mars, en présence de Manuel Valls, qui a déjà annoncé son retour dans l'archipel. Avec sa casquette de ministre d'Etat, l'ancien rocardien est en effet bien conscient que cette semaine n'était «qu'une étape» vers un accord politique «qui n'existe pas encore». «Nous ne sommes pas venus ici pour conclure un compromis, mais pour créer les conditions de la confiance», a rappelé l'ancien Premier ministre. Cet objectif désormais atteint, «il faut aller plus loin et bâtir des compromis». Pour y parvenir, les délégations politiques calédoniennes pourront s'appuyer sur un «document de synthèse» remis par Manuel Valls vendredi soir et dans lequel sont compilées, sous la forme d'hypothèses, les positions de chaque camp sur le droit à l'autodétermination, le partage des compétences, la citoyenneté ou encore le corps électoral.

«ON VA ENTRER DANS LE DUR»
Un «travail juridique» va désormais s'ouvrir afin «d'instruire» ces différentes propositions et construire les bases d'un accord, a annoncé l'ancien socialiste, qui mobilisera les services de l'Etat. Les formations indépendantistes et loyalistes vont, elles aussi, devoir se pencher sur ces hypothèses avant le retour du ministre. «C'est maintenant qu'on va entrer dans le dur», juge Gil Brial. Car si des rapprochements ont été constatés, les désaccords restent nombreux. «Concernant le statut de la Nouvelle-Calédonie ou le droit à l'autodétermination, ça coince», admet le responsable loyaliste. «On reste des indépendantistes et eux des loyalistes, donc sur le futur lien avec la France, c'est compliqué de se mettre d'accord», souligne également Victor Tutugoro. Reste que des «concessions consenties par les uns et les autres» seront nécessaires pour parvenir à un véritable accord, a rappelé Valls.

Les délégations politiques calédoniennes vont également devoir rendre compte des discussions auprès de leur base. Dès samedi, les responsables de l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, ont rassemblé leurs militants. La délégation, emmenée par Emmanuel Tjibaou, n'a cessé de répéter que ces premiers échanges avec le camp loyaliste et l'Etat se limitaient à «des discussions» et ne représentaient «aucunement une étape de négociations». La démonstration d'une marge de manœuvre très limitée dont disposent les représentants du FLNKS, qui doivent désormais composer avec les membres de la Cellule de coordination des actions de terrain. Récemment intégrée au Front, la formation est accusée d'avoir commandité les émeutes de mai. Son leader, désormais président du FLNKS, Christian Tein, est détenu à la prison de Mulhouse depuis fin juin. Une décision sur la participation du FLNKS à la suite des discussions doit être prise d'ici mardi. Et elle enverra un signal important sur le futur de la Nouvelle-Calédonie. ■

«Pour ou contre l'indépendance? Il existe pourtant d'autres possibilités»

Pour le chercheur Benoît Trépied, la visite de Manuel Valls à Nouméa marque un retour à la méthode Rocard et tourne la page de la stratégie du «marche ou crève» menée par Sébastien Lecornu puis Gérald Darmanin.

Anthropologue au CNRS et auteur de *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie* (éditions Anacharsis, 2025), Benoît Trépied se félicite de l'approche de Manuel Valls, plus ouverte que ses prédécesseurs.

Cette première longue visite de Manuel Valls dans l'archipel marque-t-elle une rupture sous Macron?

Oui, nettement. Manuel Valls a rompu avec la façon de faire d'Emmanuel Macron et de ses ministres successifs chargés des Outre-mer, Sébastien Lecornu puis Gérald Darmanin. Après le deuxième référendum d'autodétermination en octobre 2020, quand tout le monde a compris que l'indépendance de l'archipel était désormais à portée de main, ces hommes ont sorti l'Etat français de sa neutralité pour opérer une alliance avec les loyalistes. Rompt avec cette approche, Manuel Valls s'est remis dans le sillage de la méthode Rocard qui avait conduit aux accords de Matignon en 1988 puis de Nouméa en 1998, et qui était encore celle d'Edouard Philippe jusqu'en 2020. C'est bien la gestion du dossier calédonien par le pouvoir macroniste depuis cinq ans qui a fait dérailler le processus, rompu la confiance et débouché in fine sur les violences de 2024.

Manuel Valls a été chahuté à son arrivée par les loyalistes. Est-ce une surprise?

Je ne suis pas étonné outre mesure. Manuel Valls a un parcours politique sinuex, mais il est resté constant sur les affaires calédoniennes. Il mobilise l'expérience et la mémoire des vieux partis de gouvernement sur ce dossier, notamment du PS, et forcément ça ne plaît pas aux loyalistes qui, pour une grande part, sont actuellement dans une dynamique révisionniste, extrémiste et jusqu'au-boutiste: ils expliquent que l'accord de Nouméa est «ambigu», ils remettent en cause l'existence d'un «peuple premier» alors que la Constitution reconnaît que le «peuple kanak» est le «peuple d'origine» de l'archipel... Manuel Valls a remis les points sur les «i» et se montre compétent sur le dossier calédonien.

En même temps, l'Etat reconnaît le troisième référendum et se doit de poursuivre l'accord de Nouméa...

Oui, mais ce même accord dit que si le non l'emporte aux trois référendums d'autodétermination prévus, alors les parties doivent «examiner la situation ainsi créée». C'est très ouvert comme formule. Il y a un dissensus fondamental entre indépendantistes et non-indépendantistes puisque les premiers ne reconnaissent pas les résultats du troisième référendum qu'ils ont boycotté. Ce scrutin continue et continuera donc de poser problème. Tout comme le dossier du corps électoral provincial qui définit en pratique qui sont les «citoyens de la Nouvelle-Calédonie», une catégorie créée par l'accord de Nouméa pour désigner les gens du pays concernés par le processus de décolonisation. Ce sujet doit être réglé car on ne peut pas repousser sans cesse les élections provinciales, prévues initialement en mai 2024 mais qui sont programmées désormais pour la fin 2025. Or ce scrutin à venir - c'est assez classique dans les campagnes électorales - alimente les positions radicales. Il faut donc passer cette éché-

ance pour, à la fois, relégitimer le personnel politique local, mais aussi sortir des postures.

Faudra-t-il en repasser par un référendum d'autodétermination?

Ce droit à l'autodétermination est, de toute façon, reconnu par la Constitution et le demeurera à l'avenir. Pendant longtemps, la question de la décolonisation a été vue comme un choix binaire: pour ou contre l'indépendance, dans ou hors de la France. Il existe pourtant d'autres possibilités pour sortir de l'alternative, par exemple une indépendance en partenariat avec la France, ou un système «d'interdépendances» qui permettrait à la Nouvelle-Calédonie de recouvrer sa pleine

souveraineté tout en confiant librement certaines compétences régaliennes à la France. Il y a une imagination politique et institutionnelle à retrouver et à stimuler.

Sauf que certains indépendantistes aussi se sont radicalisés depuis un an...

Ils se sont surtout divisés. Face à la stratégie d'alliance de l'Etat avec les loyalistes entre 2021 et 2024, les deux locomotives du FLNKS, l'Union nationale pour l'indépendance et l'Union calédonienne (UC), n'ont pas eu la même attitude. Mais l'élection d'un homme au profil rassembleur comme Emmanuel Tjibaou, en tant que député puis comme président de l'UC, laisse espérer un apaisement progressif.

Sur le plan économique, comment la Nouvelle-Calédonie peut-elle s'en sortir?

Tant qu'il n'y a pas d'issue politique, il sera très difficile d'attirer des investisseurs. L'économie est structurellement portée par le nickel. Lorsqu'il était ministre, Bruno Le Maire avait proposé un «pacte pour le nickel» avec la promesse de sauver cette filière en échange d'une réouverture des canaux d'exportation de minerai brut (non transformé) vers la métropole pour, notamment, fournir les usines hexagonales de traitement du nickel (dans la région de Bordeaux) et de batteries électriques (dans le Nord). Sauf que cette logique extractiviste est vue comme coloniale par les indépendantistes,

qui souhaitent au contraire que les ressources soient transformées sur place, créent de l'emploi, de la richesse et, à terme, financent l'indépendance. Mais la concurrence mondiale, notamment de l'Indonésie qui tire les prix vers le bas sans se soucier des règles sociales et environnementales, contrecarré ce modèle. L'Etat et les dirigeants locaux doivent, là aussi, inventer de nouvelles stratégies industrielles mais ils ne pourront le faire sans accord politique sur le long terme. Accord qui ne pourra pas s'inscrire dans la durée s'il ne débouche pas sur une forme originale d'indépendance.

Recueilli par LILIAN ALEMAGNA



INTERVIEW

DR

franceinfo:
radio . web . tv canal 27

Les informés
de Jean-Rémi Baudot
et Aurélie Herbemont
du lundi au jeudi
à 20h

1h de décryptage
et d'analyse
de l'actualité

chaque lundi
avec

Libération



RETAILLEAU VS WAUQUIEZ

A droite, la chasse est ouverte

Tandis que le ministre de l'Intérieur, profitant de sa popularité, engrange les soutiens en vue du congrès pour la présidence de LR en mai, son adversaire, à la tête du groupe, se prépare à «un combat à mort».

Par
LUCIE ALEXANDRE et VICTOR BOITEAU

Il s'en amuse encore. Novembre 2012, en pleine campagne pour la présidence de l'UMP, l'ancêtre du parti Les Républicains (LR). Téléphone vissé à l'oreille, Jérôme Lavrilleux déambule dans les couloirs du siège, code électoral et dossiers rouge pétant sous le bras, annotés de l'inscription «*Nice 06*». Le manège, purement factice, alimente les fantasmes de la presse et les soupçons de fraudes dans les Alpes-Maritimes. Il vise le Niçois Eric Ciotti, l'ex-patron du parti, à Marine Le Pen en juin, la formation gaulliste navigue à vue. En mai,

pilote celle de Jean-François Copé. «*Il n'y avait strictement rien dedans*», racontera plus tard Lavrilleux dans *la Haine* (éd. Fayard, 2019) de Gérard Davet et Fabrice Lhomme. *Que des papiers pris dans ma poubelle pour le tri sélectif!* La guerre des ténors chez LR, c'est ça: bluff, gloriele et trahison. Une marque de fabrique. La droite a l'âme bonapartiste. Sans chef, elle erre. Depuis le ralliement d'Eric Ciotti, l'ex-patron du parti, à Marine Le Pen en juin, la formation gaulliste navigue à vue. En mai,

quand les adhérents seront appelés aux urnes, le parti fêtera les dix ans de l'appellation LR... Une décennie de dégringolade électorale, de flottement idéologique, d'absence d'incarnation. Abonné aux scores confidentiels depuis la défaite de Fillon en 2017, le parti a pourtant retrouvé un peu d'air avec l'éphémère passage de Michel Barnier, l'un des leurs, à Matignon. Rabougrí, le gâteau LR est aujourd'hui convoité par Laurent Wauquiez, qui a replongé dans le bain de la politique nationale après son élection,

en juin, comme député de la Haute-Loire. Et par Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, figure la plus en vue du gouvernement Bayrou.

«LA DÉPLICITÉ ET LE MENSONGE»

Publiquement, les deux écuries décorrèlent ce scrutin interne du choix du candidat pour 2027. La campagne tourne pourtant autour de cette tradition à droite: celui qui s'empare de la machine partisane porte le brassard pour la présidentielle. «*Autour d'une figure comme*

Bruno, on peut refaire l'UMP», rêve un lieutenant du Vendéen. Quant à Wauquiez, longtemps vendu comme le candidat «naturel» de son camp, «*il joue sa survie*», estime un ancien député LR: «*Pour lui, c'est un combat à mort.*» Résumé de l'affiche par un conseiller de droite: «*Deux personnalités qui n'ont pas le droit de perdre: Retailleau est en pleine ascension; Wauquiez est très abîmé.*» Entre les deux hommes, le début de campagne est abrasif. En cause, notamment, une prétendue garantie



Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez à l'Assemblée nationale, le 22 juillet.
PHOTO DENIS ALLARD



méras cet automne se fracasse. «Depuis Balladur, tout le monde sait que les pactes, ça ne tient pas», rapporte Lavrilleux. A droite, la mémoire de la lutte fratricide entre l'ex-Premier ministre et Jacques Chirac pour la présidentielle de 1995 est vivace. Une même histoire de répartition à l'amiable des responsabilités, entre Matignon et l'Elysée, de sondages flatteurs et d'une popularité grandissante pour Balladur. «Wauquiez voulait un vote par acclamation à la romaine, note aujourd'hui un cadre LR. C'est autant un match pro-Retailleau qu'un front anti-Wauquiez.»

De fait, l'ancien sénateur de Vendée emmagasine les soutiens des barons (Xavier Bertrand, Jean-François Copé, David Lisnard, Gérard Larcher), tous plus intéressés les uns que les autres. «Retailleau joue l'opinion, relève-t-on autour de Wauquiez. Laurent va faire une campagne de cantonales.» L'équipée wauquiéyste prévoit entre 120 et 140 réunions publiques. «Il va chercher les militants un par un, vend un stratège de sa campagne. Il ne va faire que ça du matin au soir. C'est ça, son côté bête féroce.» «Wauquiez est aimé des militants», reconnaît le patron d'une grosse fédération.

«LE MILITANT VOTE POUR UN SENTIMENT»

Son clan a chargé des «prescripteurs» – cadres, élus locaux ou parlementaires – de gonfler les adhésions au maximum d'ici au 17 avril, date limite pour pouvoir prendre sa carte et voter le 17 mai. «C'est une campagne de cartes», convient une élue. Le nerf de la guerre? Le fichier des adhérents, document le plus sensible et le plus protégé du parti, plus encore depuis les irrégularités dévoilées par Libération en 2022, après la primaire pour la présidentielle. Déjà candidat face à Ciotti pour ce scrutin, Retailleau l'a gardé bien au chaud. S'y ajoute celui de son microparti, Force républicaine, hérité de Fillon. Autour du Vendéen, personne n'est dupe: Wauquiez dispose, lui aussi, des tableurs Excel comportant noms et adresses des potentiels électeurs LR. Un familier de l'appareil ajoute: «C'est un scrutin électronique. Celui qui tient le parti tient le scrutin. Il connaît le prestataire, etc.» Au siège, la haute autorité, une instance du parti présidée par Henri de Beauregard, veille aux fraudes.

Omniprésent médiatiquement, Retailleau s'appuie, lui, sur sa soudaine popularité pour dorloter le cœur des militants. Lui-même s'étonne de ces sondages séduisants. «Est-ce que c'est moi qui ai changé?» demande-t-il à un proche en janvier. Si son entourage vante lui aussi un travail de «dentelle» auprès des électeurs LR, à coups de phoning et mailing XXL, le candidat-ministre abat la carte de l'action et du bilan – comme Sarkozy en son temps – à la tête de son ministère. Algérie, immigration, arrestation de délinquants... A Beauvau, Retailleau carbure à l'actualité. «Quand il y a une volonté, il peut y avoir des résultats», lançait-il jeudi

«Retailleau s'assoit tous les mercredis en Conseil des ministres avec d'anciens socialistes comme Borne, Rebsamen, et il fait campagne soutenu par la sphère Bolloré. Les adhérents LR veulent savoir où on habite.»

Un soutien de Laurent Wauquiez

soir dans une salle comble, à Lille, balançant des chiffres sur les titres de séjour ou les expulsions. «Le militant vote pour un sentiment, pose Philippe Juvin, député des Hauts-de-Seine. Qui a la possibilité d'incarner l'action politique?» «Retailleau donne aux militants le sentiment de pouvoir gagner un jour une élection, complète l'ancien député Pierre-Henri Dumont. C'est l'odeur de la victoire.» Favori de ce début de campagne, le Vendéen sait que son maroquin ministériel est à la fois un atout et un angle d'attaque pour le camp Wauquiez. Il prend la lumière des camé-

ras, mais doit composer avec les macronistes, sous la houlette d'un Premier ministre sans majorité à l'Assemblée. Le RN donne du grain à moudre à son rival, en le dépeignant «condamné à être le ministre de la parole», selon la formule de Jordan Bardella. «Retailleau s'assoit tous les mercredis en Conseil des ministres avec d'anciens socialistes comme Elisabeth Borne, François Rebsamen, et il fait campagne soutenu par la sphère Bolloré. Les adhérents LR veulent savoir où on habite», plante un soutien de son adversaire. L'entourage de l'ancien sénateur veut y voir au contraire un

potentiel salutaire pour élargir son socle, à l'heure où la nécessité d'une candidature unique de la droite et du centre en 2027 s'impose chaque jour un peu plus dans les esprits.

Son adversaire d'Auvergne-Rhône-Alpes, lui, se traîne toujours une vieille image d'insincérité. «Il sait qu'on ne lui pardonne rien, et c'est vrai, rapporte une proche. Mais il passe outre le fait d'être aimé. Il est dans son couloir et il avance.» Un couloir qui, lui non plus, n'est pas si clairement défini. Car pour l'heure, les deux candidats s'affrontent moins sur le fond que dans leur style, leur méthode, et leur relation à l'exécutif. Une donnée cruciale, qui ne dépend que de l'avenir de Retailleau à Beauvau. Et sur laquelle il n'a pas forcément la main. «Il a intérêt à tout donner tant qu'il est là, insiste un visiteur du soir du président de la République, parce qu'à la fin, c'est Marine Le Pen qui va trancher, surtout en cas d'issue défavorable à son procès le 31 mars. Elle ne va pas le laisser engranger éternellement sans rien dire.» ◆

La macronie scrute la campagne à bonne distance

Attentifs aux conséquences sur le gouvernement, les macronistes observent d'un œil méfiant la course à la présidence de LR des deux candidats, craignant les retombées de leur compétition sur l'alliance de raison qui les lie à leur parti.

Il suffit déjà d'un rien pour déstabiliser la frêle embarcation dans laquelle sont embringués le bloc central et la droite. Alors le congrès LR programmé mi-mai... Un député macroniste prend les jambes à son cou: «C'est leur problème, pas le nôtre. Je ne m'immisce pas.» Le camp présidentiel va toutefois scruter la compétition de ses alliés cahin-caha. Avec d'autant plus d'appréhension qu'à Renaissance, où l'on a fait des pieds des mains cet automne pour éviter une confrontation entre Borne et Attal, on n'est pas habitués aux guerres des chefs. Idem au Modem et à Horizons, tenus par Bayrou et Philippe sans l'ombre d'une bisbille.

Depuis l'illustre conflit Copé-Fillon pour la présidence de l'UMP, la droite, elle, a montré qu'elle a le sens du psychodrame familial. Après s'être donné toutes les peines, depuis 2022, pour arrimer la droite à l'ex-majorité relative, les macronistes se rassurent en considérant que l'appartenance de LR à la coalition est une affaire entendue. Les deux candidats ont signé en bas du contrat, Laurent Wauquiez comme président du groupe LR à l'Assemblée et, plus encore, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau.

Perplexes. Vu du bloc central, les deux hommes, à quelques nuances près, ont le même positionnement mais leurs méthodes divergent. Les provocations de Retailleau continuent de hérisser une partie des élus Renaissance. Mais ceux-là lui reconnaissent sa constance et le jugent réglé. Le ministre de l'Intérieur a encore tenté de le prouver à ceux qui siègent dans la commission des lois de l'Assemblée, invités

à dîner le 17 février. «Oui, bon, on a bien mangé et il nous a parlé en souriant», grince l'un d'eux, toujours farouche. Sa cote, notamment auprès des électeurs de Renaissance, est surveillée, tout en laissant les macronistes perplexes. «Bruno Retailleau est la nouvelle coqueluche médiatique mais on me parle peu de lui sur le terrain. Sa clarté est appréciable mais où sont les résultats? On attend», nuance la députée Ensemble pour la République (EPR), Prisca Thévenot. «Les LR eux-mêmes sont partagés: ils voient que Retailleau a une hypervisibilité mais c'est un phénomène d'une fragilité absolue. Le danger, pour la droite, c'est de redevenir un segment de marché politique très étroit», décrypte un autre député EPR. Un conseiller LR proche de Wauquiez rétorque: «Retailleau représente une droite conservatrice. Si c'est lui, la macronie a plus d'espace.»

«Perdre pied.» Les élus du bloc central se méfient, par ailleurs, du chef des députés LR, jugé tout sauf fiable. L'épisode, en octobre, de la présidence des affaires économiques de l'Assemblée qui a échappé à EPR – et profité à LFI – à cause des défections à droite leur reste en travers de la gorge. «Une connerie de la part de Wauquiez», peste un ministre qui a d'autres griefs: «Le fait de ne pas entrer au gouvernement est une faute. A trop vouloir ne pas s'abîmer, on s'abîme. Il donne l'impression de perdre pied.» La tentative de l'Auvergnat de faire obstacle à la nomination de Richard Ferrand à la tête du Conseil constitutionnel a aussi été vue comme une façon d'afficher son indépendance quand Retailleau était tenu à une forme de solidarité gouvernementale. «Même si LR n'est plus dans une logique maximaliste, cette campagne va être, pour eux, un moment d'affirmation. Heureusement qu'elle ne tombe pas dans une période budgétaire, mais cela aura un impact sur la vie gouvernementale, prédit le député EPR Charles Sitzenstuhl. On regardera concomitamment le congrès du PS» prévu mi-juin. De tous côtés, de quoi tangier.

LAURE EQUY

donnée à Wauquiez par Retailleau il y a quelques mois. «Je te soutiendrai pour la présidence des Républicains.» C'est la phrase qu'aurait glissée le ministre de l'Intérieur au patron des députés LR, selon l'entourage de ce dernier, en marge d'un déplacement en Haute-Loire en novembre. L'annonce de candidature de Retailleau, mi-février, sonne Wauquiez. «Il n'imagine pas que le mec puisse être à ce point dans la duplicité et le mensonge», rembobine son entourage. Feinte, «l'amitié» surjouée devant les ca-



LIBÉ.FR

Cérémonie des oscars 2025**Emilia or not Emilia ?***The Brutalist, Anora, The Substance...*

Depuis les polémiques autour d'Emilia Pérez de Jacques Audiard, néanmoins récompensé aux césars vendredi, de nombreux films semblaient pouvoir tirer leur épingle de la cérémonie américaine qui s'est déroulée dans la nuit de dimanche à ce lundi. Retrouvez le palmarès de la 97^e édition des oscars sur Libé.fr. PHOTO AFP



Le marché parallèle représenterait jusqu'à 20 % de la consommation de cigarettes en France PHOTO M. TOPOROWICZ. GETTY IMAGES

Un député allume le trafic transfrontalier de cigarettes

Le marché parallèle de tabac ferait perdre entre trois et sept milliards d'euros par an au fisc français. Le député Frédéric Valletoux plaide pour une régulation européenne renforcée.

Par
RENAUD LECADRE

«Viser et sanctionner la duplicité des industriels du tabac.» C'est l'ambition de Frédéric Valletoux, député Horizons et président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Il vient de déposer

à ce sujet une proposition de résolution, qui devrait être débattue en séance début avril, dans le cadre d'une niche parlementaire. Il est question du marché parallèle de la cigarette, ces allers-retours à la frontière de pays à la fiscalité plus douce, comme Andorre ou le Benelux. Il représenterait jusqu'à 20 % de la consommation en France et est alimenté par les cigarettiers eux-mêmes.

L'exemple luxembourgeois est caricatural: la consommation locale est de 600 millions de clopes par an, mais les fabricants en déversent cinq milliards – cherchez l'erreur. Frédéric Valletoux évoque aussi la situation à Andorre: 850 millions de cigarettes livrées pour 120 millions consommées

localement. On peut parfois dénicher à bas prix des paquets de 40 cigarettes au lieu de 20, inexistantes en France depuis un décret de Marisol Touraine, ministre de la Santé sous François Hollande.

Disette. Ce manège n'est pas que l'apanage de petits malins revendeurs à la sauvette, jusqu'aux portes du palais de justice à Paris. Des réseaux organisés semblent aussi à la manœuvre, comme en Bulgarie où le paquet est à 3 euros, contre plus de 13 en France: des camions entiers y font le voyage. Le député Horizons évoque également des conteneurs en provenance d'Algérie. Avec des risques de règlements de comptes entre bandes rivales, comme en matière de narcotrafic? Après

le récent jet d'une grenade dans un bar associatif à Grenoble, le parquet a annoncé que le fils de son propriétaire avait été interpellé pour trafic de cigarettes. Et les enquêteurs se penchent sur l'hypothèse d'une vengeance liée à ce dernier.

En cette période de disette budgétaire, le gouvernement semble intéressé par la démarche de Valletoux, qui a été récemment reçu à Matignon. Interrogé par *Libération*, le député avance le chiffre d'un manque à gagner fiscal de trois milliards d'euros par an. D'autres évaluations circulent, jusqu'à sept milliards. Ce dernier chiffre est issu d'une étude commandée par Philip Morris aux cabinets d'audit KPMG et Ernst & Young. Non pas pour amplifier l'ampleur

du marché parallèle qu'ils alimenteraient eux-mêmes, mais à contrario pour dissuader les pouvoirs publics d'augmenter sans cesse la fiscalité du tabac. Sur le thème: plus vous voulez taxer, plus vous perdez de l'argent. Autre chiffre intéressant: durant le confinement de 2020 lié au Covid, les recettes fiscales de l'Etat sur le tabac ont bondi de 2 milliards (passant de 16 à 18). Les frontières étant fermées, les fumeurs étaient contraints de s'approvisionner dans un bon vieux bar-tabac.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) se dit formelle: une hausse de 10% du prix entraîne une baisse de consommation de 4% – faute d'arrêter pour de bon, on fume un peu moins. Mieux, en France, depuis le

lancement par Jacques Chirac d'un premier plan contre le cancer, les ventes de cigarettes ont chuté de 32%, grâce à une hausse de prix de 40%. Mais à condition que le marché parallèle et transfrontalier ne viennent pas perturber l'équation. C'est pourquoi un protocole de l'OMS, destiné à «éliminer le commerce illicite des produits du tabac» suggère d'instaurer «un système de suivi et de traçabilité» des paquets de cigarettes. Pas comme les actuels codes-barres, concoctés par les cigarettiers et qui ne trace-raient rien du tout. Pour l'OMS, ce nouveau système de dépistage doit être «contrôlé» par les Etats, afin notamment de vérifier l'adéquation entre consommation et livraison pays par pays. Adopté en 2012, ce protocole a depuis été ratifié par de nombreuses nations, dont la France, mais toujours pas traduit en une directive européenne.

Quotas. C'est précisément l'objet de la proposition de résolution de Frédéric Valletoux: «Inviter le gouvernement français à plaider au niveau européen l'application pleine et entière du protocole de l'OMS, afin que soient mis en place des quotas de livraison pays par pays, fondés sur la consommation locale.» Car ça coince manifestement au niveau de la Commission présidée par Ursula von der Leyen... En mars 2024, un livre blanc du Parlement européen sur le tabac, piloté par les eurodéputés français Pierre Laroutourou (gauche) et feue Michèle Rivasi (écologique), prônait «l'interdiction au sein de l'UE de tout financement des partis politiques et des campagnes électorales par les fabricants de tabac». Personne n'était directement visé, mais tous les regards se sont naturellement tournés vers l'Allemagne, pays où les personnes morales ont encore le droit de financer les partis politiques. Le protocole de l'OMS l'avait également évoqué brièvement, prônant aux Etats de «n'avoir des relations avec l'industrie du tabac que dans la mesure strictement nécessaire». Compris, ou plutôt verstanden comme on dit outre-Rhin? ◀



LIBÉ.FR

Mort de David Johansen, dernière poupée du son des New York Dolls

Meneur du groupe pilier du glam rock et pionnier du punk, aussi influent que dégénéré, le musicien est mort vendredi à 75 ans. Sa carrière avait également été marquée par des albums solo, quelques rôles d'acteur et une courte reformation. Il avait révélé être atteint d'un cancer de phase 4 début février. PHOTO GETTY IMAGES

«Le vent a tout pris, le plafond est tombé sur le lit.»

JULIE BALASSY

habitante de Bras-Madeleine, à Saint-Benoît (La Réunion)

Le bureau du maire a été dévasté, l'informatique de la commune est hors service, le téléphone ne passe plus, Internet n'en parlons pas, même le réseau radio Quartz des gendarmes est aléatoire : à Saint-Benoît, dans l'est de la Réunion, les pouvoirs publics ont eu bien du mal à gérer l'après-Garance, samedi. L'alerte rouge a été levée à 10 heures par le préfet, Patrice Latron. Les habitants ont pu enfin sortir de chez eux. Chacun évacue sur le bord de la route les kilos de branchages tombés dans le jardin. Johnny Lebeau a perdu la moitié de son toit : «C'est le massacre dans mon quartier de Bras-Madeleine. L'apocalypse, plus un arbre debout !» A Saint-Benoît, une des communes qui a le plus souffert, les sinistrés sont encore dans la panade. Le chef-lieu, Saint-Denis, a également payé un lourd tribut, comptant trois des quatre décès provoqués par le cyclone. Dimanche, les réseaux électriques continuaient d'être progressivement remis en route mais 90 000 personnes restent privées d'électricité, a indiqué dimanche la préfecture. L'accès à l'eau reste aussi perturbé, avec 65 000 personnes touchées. **L.De.** (à la Réunion)

A lire en intégralité sur [Libération.fr](#).

Pourquoi la deuxième phase de la trêve à Gaza est-elle suspendue ?

Au premier jour de ramadan, samedi, des Palestiniens de tous âges se sont réunis pour partager l'iftar, le repas de rupture du jeûne. Un bref instant de joie et de solidarité dans la bande de Gaza, sur des images diffusées sur les réseaux sociaux. Le répit aura été de courte durée.

Dimanche, Israël a ordonné la fermeture de tous les points de passage vers Gaza et suspendu l'entrée de l'aide humanitaire, accusant le Hamas de rejeter une proposition américaine visant à prolonger la première phase du cessez-le-feu pour assurer la libération de tous les otages encore à Gaza. De son côté, le Hamas dénonce un «*crime de guerre*» et une «*Violation flagrante*» de l'accord de cessez-le-feu. La première phase de cet accord, entré en vigueur le 19 janvier, s'était achevée samedi soir et avait permis la libération de 25 otages israéliens par le Hamas ainsi que la restitution des corps de huit autres, en échange de la libération de près de 2000 Palestiniens emprisonnés en Israël.

La deuxième phase de la



A Jabalia, dans la bande de Gaza. PHOTO J. ALSHRAFI. AP

trêve, qui devait débuter dimanche, était censée marquer la fin définitive du conflit. Elle prévoyait l'instauration d'un cessez-le-feu permanent, le retrait total de l'armée israélienne de la bande de Gaza, ainsi que la libération des derniers otages détenus par le Hamas et de plusieurs centaines de prisonniers palestiniens.

Or, samedi soir, Israël a annoncé qu'il adoptait une nouvelle proposition de l'envoyé américain au Moyen-Orient, Steve Wittkoff. Ce dernier appelle à prolonger le cessez-le-feu pendant le mois sacré du ramadan et la fête juive de

Pessah, qui se termine le 20 avril. Le plan prévoit la libération immédiate de la moitié des otages israéliens, qu'ils soient vivants ou dédés. La remise en liberté des captifs restants serait conditionnée à la conclusion d'un cessez-le-feu permanent à l'issue de cette trêve temporaire.

Israël exige par ailleurs la démilitarisation totale de Gaza et l'élimination du Hamas, tandis que le mouvement islamiste affirme sa volonté de rester en place. Ces désaccords font craindre une reprise du conflit, qui, selon l'ONU, serait «*catastrophique*». Dimanche, des attaques israéliennes

dans le nord de la bande de Gaza ont tué au moins quatre personnes, selon des sources médicales. Le Hamas est clair : après avoir suspendu l'acheminement de l'aide humanitaire dans l'enclave palestinienne, Israël «*porte la responsabilité*» du sort de ses otages. Auparavant, le mouvement islamiste avait averti que toute tentative de retarder ou d'annuler l'accord de cessez-le-feu aurait des «*conséquences humanitaires*» pour les captifs.

Parmi les 251 otages enlevés par le Hamas lors de l'attaque terroriste du 7 Octobre, 145 ont été libérés vivants et 48 corps ont été rapatriés. A ce jour, 58 captifs sont toujours détenus dans la bande de Gaza, dont 34 sont décédés, selon l'armée israélienne. Le Hamas a indiqué qu'il était prêt à relâcher tous les otages en une seule fois lors de la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu, mais uniquement en échange de la libération de plus de prisonniers palestiniens, d'un cessez-le-feu permanent et du retrait des forces israéliennes.

LÉA MASSEGUIN

Les prix alimentaires devraient être «quasi stables» l'an prochain

Dans des salles de négociation ultrasecrètes, supermarchés et industriels ont fini par se mettre d'accord. Les distributeurs et leurs fournisseurs de l'agroalimentaire avaient jusqu'à samedi, minuit, pour signer les contrats qui fixeront à terme le prix des produits vendus en rayon. Après une dernière ligne droite extrêmement tendue selon les acteurs de l'agroalimentaire, la fédération patronale des supermarchés (FCD) a annoncé la signature de tous les contrats «à quelques rares exceptions près». «L'atterrissement montre une quasi-

stabilité [des tarifs], qui sera bénéfique aux consommateurs après les années d'inflation que nous avons connues», a déclaré la déléguée générale de la FCD, Layla Rahhou.

«D'habitude c'est compliqué mais cette année, c'est très très difficile», avait regretté vendredi Dominique Chargé, le président de la Coopération agricole, fédérant les coopératives du secteur, qui commercialisent une marque alimentaire sur trois.

Hasard du calendrier, chaque année ou presque ces négociations aboutissent en

même temps que le Salon de l'agriculture. Or, si les producteurs n'ont officiellement pas leur mot à dire sur ces discussions entre enseignes et industriels de l'agroalimentaire, ils craignent d'être la variable d'ajustement dans la course aux prix les plus bas. Lors de l'inauguration du raout annuel, Emmanuel Macron avait appelé à «arrêter d'utiliser l'alimentation comme un levier d'ajustement du pouvoir d'achat. Il faut payer les coûts de production». Depuis 2023 et les lois Egalim, la matière première agricole n'est plus censée

être négociable dans les prix fixés entre industriels et distribution. Dans les faits, les premiers accusent la seconde de mettre la pression et de contourner la loi pour obtenir les prix les plus bas, en passant notamment par des centrales d'achat dans les pays européens. Une refonte des lois Egalim, pour renforcer leur application et la sanctuarisation de la matière première agricole, est donc prévue «avant l'été ou juste après», selon le ministre des Relations avec le Parlement Patrick Mignola.

PAULINE MOULLOT
(avec AFP)

2910

Une véritable ruée vers l'or, qui fait bondir son cours. Le prix de l'once – l'unité de mesure officielle, qui équivaut à 31,10 g – ne cesse de battre des records : fin février, elle s'établissait aux alentours des 2910 dollars (soit 2790 euros) et devrait, selon toute vraisemblance, dépasser la barre symbolique des 3000 dollars en 2025. En un an, sa valeur a ainsi augmenté d'environ un tiers et de presque 90 % depuis le début de la crise du Covid, il y a cinq ans. Une évolution qui n'est pas le fruit du hasard. «L'or se nourrit de l'inquiétude», explique Jean-François Faure, président et fondateur d'Aucoffre, une plateforme de ventes et d'achats de métaux précieux. **H.Rey**

Fashion Week

Style Not Com, influence mode d'emploi

Alors que les défilés parisiens commencent ce lundi, la casquette bleue de Beka Gvishiani sera partout. Devenu un personnage incontournable grâce à ses posts informés et reconnaissables entre mille sur son compte Instagram, l'influenceur géorgien suscite réactions enthousiastes et critiques acerbes.

Par
MARIE OTTAVI

Dans le jargon du marketing viral et des réseaux sociaux, les posts du compte «Style Not Com» pourraient être comparés à des «scroll stoppers», ces publicités faites pour attirer le regard lorsqu'elles appa-

raissent sur notre fil Instagram. Style Not Com – jeu sur le «dot com» (ou point com en français) de feu style.com, site de référence créé par le groupe Condé Nast – publie des informations à la lisière du communiqué de presse, sur un ton plus ou moins neutre, et toujours avec la même typo blanche sur fond

bleu flashy. En utilisant à la lettre les outils offerts par Instagram, soit 20 images, textes et photos, qu'on fait défiler (on appelle ça un carrousel) pour raconter une collection, le premier passage d'un défilé, ou la nomination d'un créateur à la tête d'une maison, Beka Gvishiani, Géorgien de 33 ans, inconnu du

public avant de se lancer en septembre 2021, a vu son audience exploser. Il est désormais suivi par tous les acteurs de l'industrie, et 460 000 personnes au total.

Diablement efficace

On a d'abord aperçu sa casquette bleue, impossible à louper, parmi la foule des Fashion Weeks, avant de le voir se rapprocher en quelques mois du fameux premier rang des défilés. Cette saison, qui s'ouvre officiellement ce lundi avec la Semaine de la mode parisienne (prêt-à-porter féminin automne-hiver 2025-2026), ne fera que confirmer la tendance. Ce couvre-chef, qu'il ne quitte jamais, lui a pourtant valu la condescendance d'une partie du milieu qui s'est demandé, perfide, combien de temps l'inconnu allait tenir sur leur terrain. Car son idée, simplissime et diablement efficace, irrite à mesure que sa communauté grossit et que les contrats pluviennent, comme cette collaboration avec le géant de la fast-fashion Zara pour qui il a notamment imaginé des casquettes bleues pas tout à fait identiques à la sienne. Quand on interroge quelques-uns de ses abonnés issus de l'industrie, les critiques pleuvent – en off. «C'est le Ben de la mode», «la culture

Beka Gvishiani, à Paris en octobre 2023. PHOTO VICTOR BOYKO.

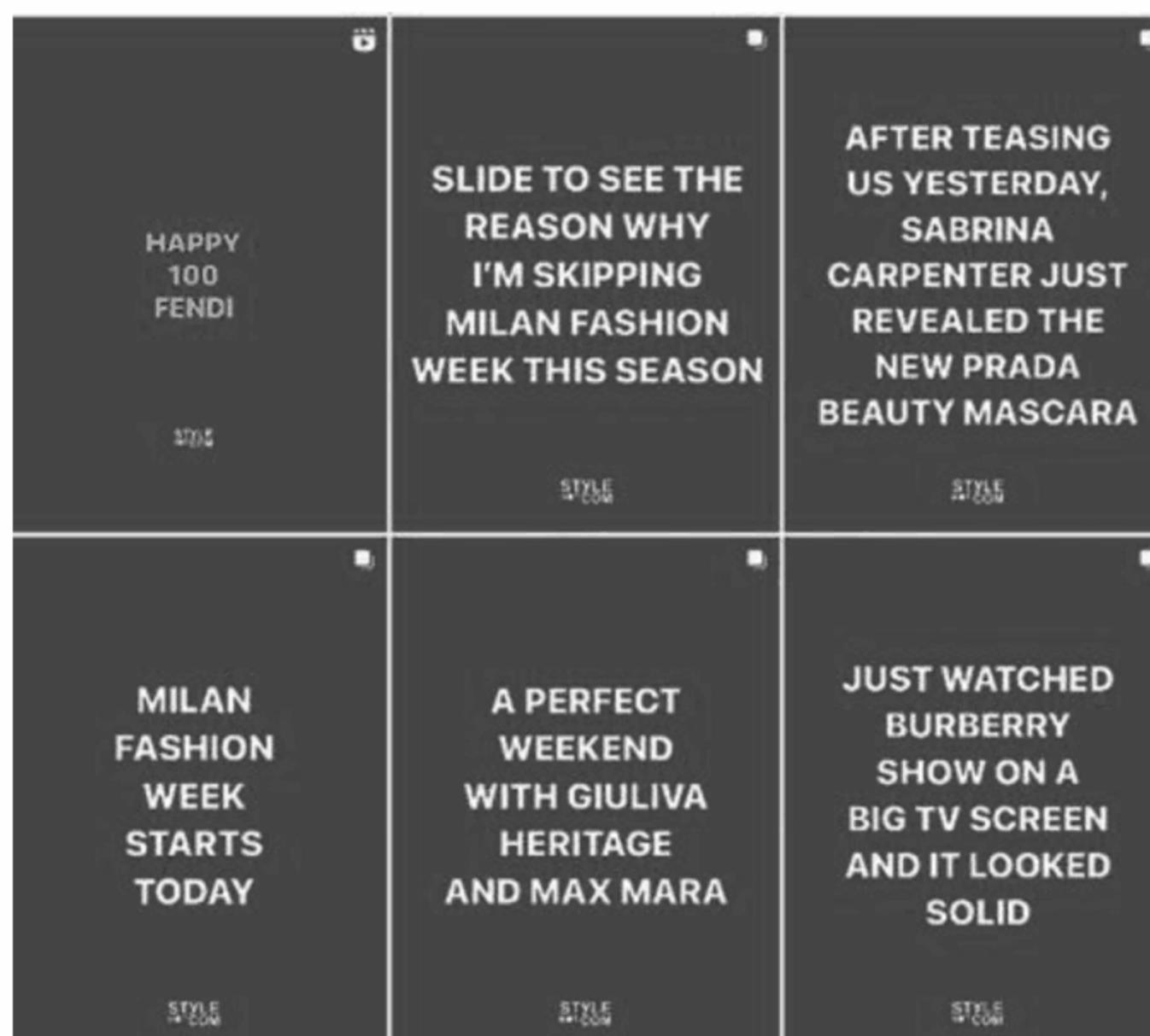
de la vacuité numérique», «il promeut ses cercles», «il a changé, ce n'est plus qu'une question d'argent»...

Le trentenaire balaie les mauvaises ondes avec un argument de poids : la passion. Lors de notre entretien, auquel il participe depuis Rio où il profite du carnaval et travaille avant de rentrer à Paris pour dix jours de shows, Beka Gvishiani se définit comme «un fanatique de la mode». Bien plus bavard à l'oral qu'à l'écrit, ne commentant pas les remarques négatives à son endroit, il se dit «reporter» plutôt que journaliste, lui dont le modèle économique est basé sur des partenariats avec des marques qui le payent pour relayer leur actualité: «Je rapporte des faits que je vois.

J'écris des posts longs que je coupe ensuite. Je laisse une place à l'imagination car je n'ai pas envie que ce soit trop pris au sérieux.» Il assure que les publications rémunérées concernent «environ 50% de ses posts» et que l'an dernier

«Il a une fraîcheur qui rappelle les premiers blogueurs. Il est premier degré et c'est sa force.»

Loïc Prigent
journaliste mode



Extrait du compte Instagram Style Not Com. DR



Loïc Prigent le valide allègrement alors que son cadet le talonne et le dépassera sans doute bientôt au jeu des followers (487 000 abonnés sur Instagram pour le Français): «Aujourd’hui, il est devenu indispensable au milieu comme la houppette de [la journaliste anglaise] Suzy Menkes et le carré d’Anna [Wintour]. S’il n’est pas présent à un show, le designer peut le reprocher à ses équipes», assure le journaliste mode.

Beka Gvishiani, né à Koutaïssi, dans l’ouest de la Géorgie, et installé à Paris depuis deux ans grâce à un «passeport talent» délivré par la France, a gagné le statut de vigie de la mode, lue par tout le monde. Les marques l’adorent et le considèrent «comme un média à part entière», indique une attachée de presse. Style Not Com, «l’anti-Diet Prada» avait titré le site *Business of Fashion* en référence à l’un des comptes Instagram les plus caustiques sur l’industrie, incarne parfaitement l’époque dans laquelle il surgit: rapide et déconcentrée. Benjamin Simmenauer, philosophe et professeur à l’Institut français de la mode, suggère différentes interprétations pour expliquer le phénomène qui le laisse sceptique: «C’est à la fois un média-régie qui s’en tient au factuel sans émettre de jugement ni d’explication et une mise en abîme du snobisme inhérent à la mode car sa légitimité tient à sa position d’insider qui lui donne accès aux informations. Il y a peut-être aussi une forme d’ironie car avec ses lettres majuscules, il rapporte en général des faits minuscules. Finalement, c’est peut-être un projet artistique expérimental sur la vanité de cet univers....»

Loïc Prigent, lui, définit son compte comme «un média claquement de doigts». «Il a renouvelé l’exercice. Plus personne n’a le temps de lire les articles du New Yorker», ajoute-t-il. Beka un geek de la mode, éduqué aux magazines *Vogue* qu’il s’achetait en Géorgie. Il a une fraîcheur qui rappelle les premiers blogueurs. Il est premier degré et c’est sa force. Le milieu doit profiter de ce genre de personne. J’aime aussi le côté lissé et l’entre-soi quand il ne donne que les prénoms des gens. Il assume, c’est bien..»

Il a parlé de Loewe (LVMH) et de son directeur artistique, Jonathan Anderson, plus quaucune autre marque sans jamais être payé pour cela».

«Un média à part entière»

D’autres personnalités, et pas des moindres, le soutiennent. Ainsi le journaliste Loïc Prigent – «l’un de ses héros», assure Beka Gvishiani – et Sarah Andelman, cofondatrice du concept store parisien Colette (fermé fin 2017) et dont le bleu et blanc du logo ont inspiré le Géorgien, se sont abonnés à son compte Instagram à ses débuts, ce qui l’a aidé à se lancer. Sont venus ensuite les designers eux-mêmes comme Alexandre Mattiussi d’Ami ou Marc Jacobs. Quatre ans plus tard,

monde», se souvient-il. «Quand il est apparu, cette façon d’être toujours positif m’a fait du bien, reconnaît-il. La mode est un univers redoutable où les gens jugent beaucoup. Ça peut être anxiogène.»

«Il est devenu une marque»

Le Géorgien, depuis peu représenté par la puissante agence américaine CAA, dispose d’un manager et d’une assistante personnelle. Il vit de mieux en mieux grâce à son compte Instagram. S’il ne dévoile aucun chiffre, un carrousel lui rapporterait facilement au moins 10 000 euros, selon nos informations, et peut aller jusqu’à 50 000, voire beaucoup plus dans le cas de sa dernière collaboration avec Zara. Le fait de publier des livres (un par an) rassemblant ses meilleurs posts, à un prix relativement élevé (36,50 euros), a confirmé qu’il avait l’ambition de durer et qu’il maîtrisait parfaitement le marketing contemporain. «Il est devenu une marque aujourd’hui», souligne Loïc Prigent. Quand Lucien Pagès, qui a collaboré à la sortie du livre, trouve la démarche «géniale parce que la boucle est bouclée, il imprime un truc digital. On collectionnera bientôt ses ouvrages, dans dix ans on les regardera comme le témoignage d’un moment.»

Sa collaboration avec Zara lui vaut aussi des critiques pour s’être associé à une enseigne au modèle peu vertueux. Beka Gvishiani explique qu’il a demandé à créer une collection resserrée avec peu de modèles, pour ne pas être accusé, on le présume, de chercher à surproduire. «Les équipes de Zara m’ont laissé une grande liberté», précise-t-il. Je ne suis pas designer alors j’ai voulu qu’on propose des produits simples, pas en grande quantité et sans communiquer avec une campagne énorme car je ne suis pas Kate Moss ou le créateur Stefano Pilati avec qui ils ont collaboré récemment». Malin, il sait qu’un profil aussi suivi que le sien peu vite lasser et qu’une campagne trop massive nuirait à son aura. Pour l’heure, son compte marche si bien, qu’une version parodique, Boring Not Com, a vu le jour, sur fond vert, avec le mauvais esprit et les ragots que «Beka» ne veut pas saupoudrer sur ses posts. Loïc Prigent s’amuse en imaginant d’autres Not Com possibles, «sur la Formule 1 ou le foot, des mondes très fermés». Quant à Beka Gvishiani, il planche depuis le Brésil sur un nouveau projet qu’il pourrait dévoiler le 30 avril, pour ses 34 ans. ◀

SPÉCIAL 8 MARS

Libé

LE LIBÉ DES SOLUTIONS DES FEMMES



À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. Le fil d'Ariane. Série. Ariane à la fête foraine (Parties 1 & 2). Avec Chantal Ladesou. **22h55.** Eurodreams. **23h00.** New York, unité spéciale. Série. 4 épisodes.

FRANCE 2

21h10. Olympe, une femme dans la révolution. Biopic. Avec Julie Gayet. **22h45.** Clémenceau, la force d'aimer.

FRANCE 3

21h05. La cage dorée. Comédie. Avec Rita Blanco, Joaquim De Almeida. **22h45.** La ligne bleue. Magazine. Les bénévoles du chasse-neige.

CANAL+

21h00. Marie-Antoinette : l'affaire du collier. Série. À la poursuite du bonheur. **22h05.** Marie-Antoinette confidentielle. Documentaire. La fashionista. Money money money.

ARTE

20h55. Gone baby gone. Thriller. Avec Casey Affleck, Michelle Monaghan. **22h45.** Les arnaqueurs. Policier. Avec John Cusack, Anjelica Huston.

M6

21h10. Mariés au premier regard. Divertissement. Émission 1 (1 & 2/2). **23h20.** Mariés au premier regard, la vie d'après. Magazine.

FRANCE 4

21h00. Culturebox, le show. Divertissement. **22h20.** Planète Rap. Magazine. Nahir.

FRANCE 5

21h05. Au nom des jaguars. Documentaire. **22h40.** C ce soir. Magazine.

PARIS PREMIÈRE

21h00. Les Grosses Têtes. Divertissement. Présenté par Laurent Ruquier. **22h55.** Les Grosses Têtes. Divertissement.

TMC

21h25. Captain America, le soldat de l'hiver. Aventure. Avec Chris Evans. **23h50.** Captain America : First Avenger. Film.

W9

21h10. Pirates des Caraïbes : la vengeance de Salazar. Aventures. Avec Johnny Depp. **22h30.** Pirates des Caraïbes : la fontaine de jouvence. Film.

TFX

21h10. Appels d'urgence. Magazine. Face aux chauffards, policiers et gendarmes à l'assaut des fous du volant. **22h15.** Appels d'urgence.

CSTAR

21h10. Paul Mirabel - Zèbre. Spectacle. **23h05.** Les duos impossibles de Jérémie Ferrari. Spectacle. 5^e édition.

TF1 SÉRIES FILMS

21h05. Mon beau-père, mes parents et moi. Comédie. Avec Ben Stiller, Robert De Niro. **23h15.** Mon beau-père et moi. Film.

6TER

21h10. Kaamelott. Série. Avec Alexandre Astier, Franck Piotot. **22h45.** Kaamelott.

CHÉRIE 25

21h05. Crimes. Documentaire. Spéciale "les disparues de l'A6". **22h45.** Crimes.

L'ÉQUIPE

21h15. L'Équipe Vintage. Magazine. Coupe du monde 2006. France / Brésil. Quart de finale. **23h30.** L'Équipe du Soir. Magazine.

RMC DÉCOUVERTE

21h10. Trésors de casse. Documentaire. Ferrari 458 Italia. **22h25.** Trésors de casse. Documentaire.

RMC STORY

21h10. Mennonites : enquête sur la communauté la plus fermée du monde. Documentaire. **22h20.** La famille : enquête sur une communauté secrète. Documentaire.

LCP

20h30. Débatdoc. Documentaire. Ukraine, des photographes dans la guerre. **21h30.** Débatdoc - Le débat.



www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199
Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio
Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois
(spéciaux),
Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@libération.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

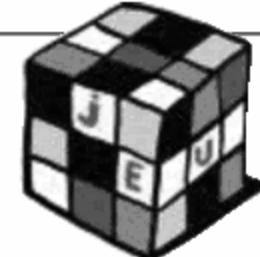
ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP: 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100% Papier détenteur de l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation:
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@libération.fr

D SUDOKU 5491 MOYEN

		7		9		8	
5	8		6		2	9	
3	2					6	7
	4		7	3	5		
6	8	3	9		2		7
	7		6	8	4		
8	1					7	4
	9	4		7		3	2
		2	5	4		6	



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

1	4	2	5	3	6	7	8	9
7	4	8	1	3	5	2	6	9
5	9	1	6	8	2	3	4	7
8	2	5	3	7	1	6	9	4
4	7	9	2	5	6	8	1	3
3	1	6	8	9	4	7	2	5
9	5	3	4	2	8	1	7	6
1	8	4	7	6	3	9	5	2
2	6	7	5	1	9	4	3	8

DIFFICILE

D SUDOKU 5491 MOYEN

		7		9		8	
5	8		6		2	9	
3	2					6	7
	4		7	3	5		
6	8	3	9		2		7
	7		6	8	4		
8	1					7	4
	9	4		7		3	2
		2	5	4		6	



Retrouvez les derniers numéros de « Libération » et nos collectors sur notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

Agitée **Peu agitée** **Calm** **Fort** **Modéré** **Faible**

la chaîne météo www.lachainemeteo.com
vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	-1	9	Lyon	2	12	Alger	11	18
Caen	-1	9	Bordeaux	3	15	Berlin	3	9
Brest	2	11	Toulouse	7	15	Bruxelles	-1	9
Nantes	2	11	Montpellier	6	15	Jérusalem	11	18
Paris	2	10	Marseille	8	16	Londres	2	9
Strasbourg	-2							

IDEES/

Bertrand Badie

«Etats-Unis et Russie mettent l'Ukraine en position de soumission»

Pour l'expert en relations internationales, les votes conjoints des Etats-Unis et de la Russie, le 24 février à l'ONU, comptent parmi «les faits les plus remarquables depuis la guerre froide». Il analyse les conséquences de cette «connivence» entre les deux puissances pour l'Ukraine et l'Union européenne.

Recueilli par
ADRIEN NASELLI

La violente charge de Donald Trump et J.D. Vance à l'encontre de Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche vendredi s'inscrit dans une stratégie bien réfléchie, selon Bertrand Badie, professeur émérite à Sciences-Po et auteur de l'essai *l'Art de la paix* (Flammarion, 2024). Quatre jours plus tôt et pour la première fois depuis le début de l'agression russe en 2022, les Etats-Unis et la Russie avaient en effet voté conjointement deux textes à l'ONU.

Les Etats-Unis ont d'abord voté contre une première résolution de l'Ukraine et ses alliés européens. Celle-ci a tout de même été adoptée à l'Assemblée générale de l'ONU par 93 voix pour, 18 contre, et 65 abstentions, sur un total de 193 Etats membres. Les Américains ont répliqué en soumettant une autre résolution qui plaide pour mettre fin à la guerre le plus rapidement possible, mais sans faire référence à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ce texte, modifié par les Européens qui ont rétabli la responsabilité de la Russie, a aussi été adopté.

Mais les Etats-Unis ont ensuite soumis leur version originale au vote du Conseil de sécurité de l'ONU, où tous les amendements proposés par les membres de l'Union européenne et le Royaume-Uni ont été rejetés. La résolution a été adoptée par 10 voix pour, et aucune contre. Les pays européens se sont abstenus, y compris la France et le Royaume-Uni qui disposent pourtant d'un droit de veto.

Pour Bertrand Badie, ce vote tranche avec l'apparente unité affichée par les Européens dans leur soutien à l'Ukraine. Pour lui, il s'agit d'un tournant dans l'équilibre des forces entre les grandes puissances.

En quoi les votes conjoints de la Russie et des Etats-Unis à l'ONU marquent-ils, selon vous, un bouleversement majeur?

C'est l'un des faits internationaux les plus remarquables depuis le tournant de siècle, et peut-être même depuis la fin de la guerre froide. Le triangle de refus qui s'est formé sur le texte «Promouvoir une paix globale, juste et durable» inspiré par l'Ukraine, qui vivait lundi 24 février le troisième anniversaire de l'agression russe, a frappé tout le monde.

Les Etats-Unis, la Russie et Israël se sont associés dans le refus de rappeler les droits fondamentaux de l'Ukraine. Cette association à l'ONU n'a pas son pareil dans les décennies précédentes, et peut-être même depuis sa création en 1945.

L'un des enjeux majeurs de ces votes du 24 février était de montrer à Volodymyr Zelensky qu'il n'a pas de soutien crédible et décisif. En se retrouvant dans le même camp diplomatique, Etats-Unis et Russie affaiblissent l'Ukraine et la mettent en position de soumission.

Comment analysez-vous la rencontre quatre jours plus tard à Washington entre Trump et Zelensky?

Cette rencontre correspond à une diplomatie de la communication et n'avait donc rien de spontané. Le message était triple. Il fallait d'abord marquer que l'alliance est une institution dépassée, plus entravante que rémunératrice. Ensuite, afficher une autre conception de la puissance, libérée de la charge des valeurs et du droit qui l'habillaient du temps de la bipolarité, puis du néoconservatisme. Enfin, signifier que l'Europe hors des Etats-Unis n'est pas un espace

de puissance autonome, comme l'abstention de la France et de Grande-Bretagne à la réunion du Conseil de sécurité du 24 février dernier l'avait déjà indiqué.

Pourquoi la France et le Royaume-Uni se sont-ils abstenus et n'ont pas exercé leur droit du veto?

La France et la Grande-Bretagne avaient, en effet, juridiquement le droit de s'opposer à un texte injuste à l'égard de l'Ukraine. Leur abstention est la preuve que les puissances européennes n'ont plus de capacité diplomatique réelle sur la scène internationale, mais aussi que le projet putino-trumpien d'un accord de paix risque de n'avoir aucun contrepoids. La gravité de l'abstention européenne démontre de manière irréversible que les Européens ne sont plus des alliés crédibles pour l'Ukraine.

Les diplomatiques britanniques et français ont manifesté une sorte d'autocensure, une conviction qu'il était préférable pour leur propre identité de ne pas s'opposer à ceux qu'on appelait autrefois les «supergrands». Tout ceci redonne un goût de guerre froide et de bipolarité, comme au moment où un coup de téléphone entre Richard Nixon et Leonid Brejnev [les anciens président américain et secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, ndlr] pouvait tout changer.

Cette abstention franco-britannique décrédibilise, par ailleurs, la rencontre Trump-Macron qui avait lieu au même moment à Washington. Si les Européens ne sont pas capables de s'affirmer de manière autonome, comment peut-on espérer une interaction efficace?

Les Européens semblent pourtant prêts à riposter en se réunissant à Londres dimanche?

D'une réunion de cette nature, on ne peut pas attendre des décisions



A Times Square, le 24 février, pour

concrètes et immédiates. Sa fonction est de prendre la mesure du dénominateur commun qui réunit les participants, et notamment entre la Grande-Bretagne et l'UE. Elle est aussi d'afficher un front commun, d'abord sur l'Ukraine, ensuite sur le rapport aux Etats-Unis et enfin par rapport aux questions de sécurité européenne. On ne pourra pas éviter la réflexion sur un partage de la capacité de dissuasion. La route est encore longue, mais sur ce sujet jamais l'alignement des planètes n'a été aussi favorable... ne serait-ce que sous l'effet de la contrainte.

Quels intérêts Donald Trump a-t-il à se rapprocher de Vladimir Poutine en outrepassant l'Europe?

Il faut comprendre qu'aujourd'hui, c'est-à-dire de manière très ponctuelle, Trump et Poutine ont des



INTERVIEW

DR



le troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. PHOTO SPENCER PLATT, GETTY IMAGES

intérêts parfaitement convergents. L'un veut «*Make America Great Again*», comme le dit son slogan de campagne, l'autre veut «*Make Russia Great Again*». Ils cherchent dans le rétablissement du duo russe-américain une sorte de restauration de leur puissance, qui était atténuée de part et d'autre. Leur idée est de renouer avec l'époque où Moscou et Washington faisaient la pluie et le beau temps en rétablissant des figures de puissance. Mais je pense que cette rencontre n'est que conjoncturelle. Aucun élément ne permet de penser que ce rapprochement entre Trump et Poutine sera durable.

Que penser de cette accélération du calendrier diplomatique ?

La cause immédiate de cette accélération est l'initiative trumpienne et la connivence construite avec la Russie. Tout cela s'inscrit dans un

contexte très complexe, car la situation de part et d'autre est peu claire. Côté russe, même si on a arrivé à tenir les lignes de front, voire à grignoter le territoire ukrainien, on sait que l'arrière-cour pose problème, que la société russe commence à craquer, que le partenaire chinois semble lassé par une guerre qui dure depuis trop longtemps... Beaucoup de facteurs poussent Poutine à opposer une résistance de façade. Côté ukrainien, la lassitude est forte. On a réussi à protéger l'essentiel du territoire, mais on ne pourra plus jamais en reconquérir la totalité. D'un autre côté, il faut avoir en tête



L'ART DE LA PAIX
BERTRAND BADIE
Flammarion,
256 pp., 21 €
(e-book: 15 €).

qu'on ne parle pour l'instant que de «non guerre», et en aucun cas de «paix» ! Donald Trump a parlé à Emmanuel Macron de l'après-accord. Mais sans l'adhésion volontaire de la société ukrainienne à un accord, la paix qu'il envisage n'a aucun avenir. En ça, l'Ukraine ressemble à Gaza: on ne peut pas, par un accord de force et l'instauration de la non-guerre, obtenir la paix. **Vladimir Poutine estime que ce sont les Européens qui ont «refusé tout contact» et que notre «participation au processus de négociation est nécessaire». Les Européens n'ont-ils pas trop vite coupé le dialogue?**

Il est difficile de reprocher aux Européens d'avoir coupé les relations diplomatiques. La France s'est au contraire entêtée dans le dialogue jusqu'au jour où Poutine a refusé de prendre Macron au téléphone. L'obsession poutinienne, c'est d'humilier l'Europe parce qu'elle n'a pas voulu ouvrir la porte à de nouveaux accords d'Helsinki. Vladimir Poutine a tendance à considérer que si la Russie n'est plus l'URSS, c'est parce que l'Europe lui a refusé la chance de tenir un rôle dans la nouvelle Europe. Il va jouer de sa connivence avec Trump parce qu'il a intérêt à marginaliser l'Europe. **Comment expliquer que Donald Trump refuse désormais de qualifier la Russie d'«agresseur» ?** Le problème de Trump, aujourd'hui, n'est pas de dire le droit

«Aucun élément ne permet de penser que ce rapprochement entre Trump et Poutine sera durable.»

dans le conflit russe-ukrainien, c'est de créer une situation qui lui semble plus favorable aux intérêts des Etats-Unis. Il ne veut plus dépenser dans une guerre coûteuse, à la fois en argent et en temps, et veut montrer que par leur seule puissance les Etats-Unis peuvent imposer ce qu'ils veulent aux autres. C'est ce qui distingue le trumpisme du néoconservatisme de George W. Bush. L'intervention de Bush en Afghanistan et en Irak obéissait à une autre grammaire, celle de l'impérialisme messianique. Avec Trump, c'est l'impérialisme de la force qui s'exprime. Second facteur: pour aboutir à cette fameuse non-guerre, le mot «compromis» n'existe pas. Il faut donc débarrasser tout discours sur l'Ukraine de l'idée d'intégrité territoriale, d'agression russe, et du droit du peuple ukrainien à l'autodétermination.

Comment analysez-vous l'ingérence du duo Trump-Musk dans les affaires politiques européennes, le soutien à Giorgia Meloni, l'appel à voter pour l'AfD en Allemagne et pour Vox en Espagne ?

Il faut comprendre l'ingérence de deux manières complémentaires : une forme de mépris à l'égard des Etats européens, et une stratégie politico-diplomatique. C'est un prétexte pour affirmer sa supériorité hiérarchique. Le terme d'«internationale réactionnaire» utilisé par Macron est plutôt juste.

Cette nouvelle conception de la puissance rencontre des courants nationaux populistes que l'on trouve un peu partout dans le monde.

Le langage de Trump est parfaitement audible à Budapest – la Hongrie a aussi voté contre la résolution ukrainienne –, dans les populismes italiens et argentins, mais aussi dans les formes de populisme qui s'incarnent dans une série de mouvements puissants en Europe, qu'il s'agisse de l'AfD ou de Vox. On devrait, d'ailleurs, assister à la même ingérence en France en faveur du RN... même si Donald Trump est embarrassé, car il préfère Eric Zemmour à Marine Le Pen. ▶

IDEES/

Victime de son succès, d'une diffusion incontrôlée, souvent mal copié, ce vin bio qui s'était construit il y a vingt ans sur le rejet des pesticides et des additifs s'est peu à peu banalisé. Il ne retrouvera du goût qu'en revenant à son engagement politique originel, alerte Antonin Iommi-Amunategui.

Le vin naturel (1) se normalise, se banalise, il quitte les marges où l'avait relégué, par mépris ou par indifférence, l'establishment du vin, mais où il se trouvait fort bien: hors des circuits commerciaux habituels (grandes surfaces et autres chaînes de cavistes insipides), hors des appellations souvent bancales (avec leurs dégustations d'agrément débiles), hors des médias tradis, des guides bottins et autres grands salons soporifiques, il s'inventait et s'épanouissait. Ce rejet lui donnait de l'allure et du sens, mais surtout, il lui correspondait, en soulignant son engagement essentiel, son militantisme de fait – bref, sa politisation. Car le vin naturel, en s'opposant activement à l'agriculture dominante et au triste vin dont elle accouche, est fondamentalement politique : rejeter en bloc les pesticides de synthèse (dont la France est toujours le premier marché en Europe), les additifs œnologiques, les circuits commerciaux, critiques et médiatiques faisant la part belle aux produits agro-industriels, vous place d'emblée dans une posture d'engagement fort et, par principe, politique.

Cette politisation du vin naturel, historique, mais dont on peut situer les premiers éclats modernes au mitan des années 2000, lui a accordé une force inédite, un coup de projecteur débordant le seul verre. Cette facette politique a aussi contribué, nettement, à son succès commercial, par un effet de bande assez simple à examiner : sa médiatisation, véritablement celle d'un opposant politique au vin *mainstream*, inouïe dans le milieu (le levier d'Internet jouant alors son rôle à plein), a attiré à lui une clientèle nouvelle, plus jeune, internationale, en particulier, dans les métropoles où les consommateurs sont légion : on était curieux de ce vin marginal, issu d'une forme plus ou moins fantasmée



Aujourd'hui, les vignerons et vigneronnes nature sont dans le dur. PHOTO YOHANNE LAMOULÈRE

Le vin naturel s'est normalisé, repolitisons-le !

de contre-culture dans l'agriculture, et en tout cas rebelle à l'ordre viti-vinicole établi. Ses goûts, différents, surprenants, clivants, ont fait le reste.

RETOURNEMENT

Aujourd'hui, vingt ans après, le soufflé est retombé, les ventes aussi : combien de vignerons, de vigneronnes nature sont dans le dur ? D'après mon expérience, une bonne moitié d'entre eux. Plusieurs explications participent de ce retournement : en tête, une érosion de la consommation de vin en général. Les claques climatiques à répétition aussi, bien sûr, sinistre série alternant les épisodes de gel et de canicule. On peut encore évoquer la multiplication des salons de vins naturels, une véritable bulle, qui dilue l'intérêt pour ces vins. Ajoutons la récupération marketing par le secteur viti-vinicole, qui tente de s'approprier les codes du vin naturel (avec des vins «sans soufre», des vins «orange», etc.) pour lui grignoter des parts de marché. Mais ces différents éléments n'épuisent pas les raisons de sa

normalisation, de sa banalisation. C'est la perte de sens, politique en premier lieu, ces dernières années, qui fait le plus de mal au vin naturel. Ne parvenant pas à changer radicalement la donne, il s'est finalement contenté de s'installer, de s'embourgeoiser ; négligeant ses principes fondateurs, dont cette forme de rébellion qui lui est consubstantielle, le vin naturel ne sait plus comment imposer sa différence.

Ainsi le milieu se tire lui-même une balle dans le pied, en se coupant de ses racines grondantes, en faisant de son produit naguère puissant, véritable porte-voix liquide à travers le vignoble (et

au-delà), un business comme un autre ; en reléguant finalement le vin naturel au rang de vin-en-vogue-assez-cher et en se contentant de ce nouveau pedigree, celui d'une espèce de cru supérieur pseudo-alternatif (un vin naturel coûte aujourd'hui rarement moins de 15 euros la bouteille, ce prix relativement élevé étant largement justifié par des conditions de production plus difficiles).

De sorte que tout ce qui faisait la force de ce vin est désormais le plus souvent rendu au niveau d'un simple décorum, un folklore – étiquettes accrocheuses, noms de cuvées décalés... – par lequel pensent s'encaniller des buveurs blasés par les vins à la papa, avec appellation sérieuse et petit château sur l'étiquette. D'un folklore à l'autre, on est loin du grand soir. J'ai souvent entendu ces dernières années que les vins naturels avaient «atteint la maturité», qu'ils étaient désormais plus «droits» – on leur a longtemps reproché d'être parfois imbuables, «déviants» (2). Et c'est bien possible. Mais au passage ils ont souvent aban-

donné leur rêve de jeunesse : celui de renverser un système viticole et agricole objectivement bancal, trompeur et toxique. Au lieu de ça, le vin naturel est en train de rentrer dans le rang, d'être récupéré par ce système, qui entend l'exposer comme un petit animal exotique, charmant et inoffensif... C'est bien le colossal écueil en vue, qui se traduit par une perte d'intérêt de la part des buveurs et buveuses de vin, qui étaient, certes, venus à ces vins nature pour leurs goûts différents, mais aussi pour leur charge politique électrisante.

SECOND SOUFFLE

A qui la faute ? A celles et ceux, notamment parmi les acteurs et les actrices du vin naturel les plus en vue – et je ne pense pas tant aux vigneron·nes ou aux cavistes qu'à celles et ceux qui gravitent autour – qui n'ont pas cherché à alimenter cette flamme contestataire, qui ont voulu profiter de l'engouement pour le vin naturel sans en assumer la part de radicalité. Pour quelles raisons ? Conflits d'intérêts ? Tiédeur personnelle ? Peu importent les raisons, vu l'état second du mouvement des vins naturels, elles sont manifestement toutes mauvaises. Mais je m'adresse ici surtout à celles et ceux que cette situation dérange, qui ne veulent pas voir le vin naturel se diluer dans l'océan des vins trop sages, jusqu'à y disparaître un jour complètement, celles et ceux pour qui le vin naturel n'est pas un quelconque produit commercial, et en premier lieu aux vigneron·nes nature et aux cavistes indés concernés, qui galèrent plus que jamais (jusqu'à parfois commettre l'irréparable) : ouvrez-la, engagez-vous, liguez-vous (3), courez le risque de déplaire individuellement comme collectivement. Bref, soyez fidèles à l'esprit originel, contestataire, progressiste (parfois malgré lui, les vigneron·nes nature ne sont hélas pas tous fréquentables), du vin naturel – et repolitisez le pinard. Je gage que ça lui donnera un second souffle, dont le milieu a vitalement besoin. ➔

(1) A savoir : un vin bio, vinifié sans aucun additif (le label «vin méthode nature» autorise cependant, sans l'encourager, une très faible addition de sulfites) ni aucune technique brutale ou stérilisante.

(2) A ce sujet, je vous recommande la lecture du livre : *Déviant. Le vin nature par défaut(s)*, d'Olivier Grosjean (Nourritfu, 2024).

(3) En rejoignant, par exemple, le Syndicat de défense des vins naturels.

Par
ANTONIN IOMMI-AMUNATEGUI



Critique



MÉDIATIQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMANN

Gaza-plage : des bombardements de sidération

Que cherche à faire Donald Trump avec ses provocations multiformes quotidiennes ? Distiller cynisme ou mauvaise blague ? Ce qui est sûr, c'est qu'avec son projet de Riviera à Gaza, il nourrit la sidération. Ou fait diversion pour mieux masquer une mise au pas sur la presse, par exemple ?

Sidérante, stupéfiante : la presse mondiale n'a pas eu d'adjectifs assez puissants pour décrire une vidéo d'une trentaine de secondes, conçue par une IA, et détaillant en une succession de plans très brefs, un aperçu du futur radieux de Gaza, après transformation en Riviera du Proche-Orient, selon la fulgurance lancée quelques semaines plus tôt par Trump lui-même. Paradis balnéaire bétonné, boutiques de souvenirs regorgeant de statuettes dorées de Trump, pluie de dollars se déversant sur un Elon Musk bâfrant du houmous, et en bouquet final, les épidermes gras de Trump et de Nétanyahou en maillot de bain, allongés dans des transats et sirotant des cocktails.

Rien de plus sidérant, dans les régimes néodisruptifs du XXI^e siècle, qui gouvernent au carrefour du numérique débridé, de la fortune illimitée, et du nationalisme le plus sordide, que l'étalage obscène du luxe des nouveaux dirigeants. Qu'on se souvienne de la toute première image précurseuse d'un Sarkozy après son élection de 2007, apparaissant en croisière sur le yacht de Bolloré, alors que «l'entourage» avait laissé entendre au peuple qu'il inaugurerait son mandat par quelques jours de «*retraite dans un monastère*». Aucune surprise de ce genre avec Trump, dont l'univers visuel habituel (golf à perpétuité en Floride, dorures de la Trump Tower new-yorkaise) est désormais familier et accepté, mais bien entendu un choc avec le tas de gravats actuel auquel les bombardements israéliens ont réduit Gaza.

Qu'après plus d'un mois de bombardements quotidiens de sidération, le monde puisse encore être «sidéré» par les signaux émis par le trumpisme, en dit long sur la puissance de la sidération qu'exerce Trump et, comme pour les victimes d'un viol, sur la difficulté à s'en arracher.

Cet état est, d'une certaine façon, confortable. La victime de sidération tarde le moment où, sortant de son hypnose, elle devra poser des mots sur ce qui lui arrive, le raconter à des proches, à la justice, et où, avec le recul, lui apparaîtra dans toute son horreur son état de sidération, c'est-à-dire de passivité. Elle pourra se juger aveugle et lâche, s'imaginer complice de son propre viol. Aussi longtemps que dure sa sidération, le sidéré n'est responsable de rien. Il n'a encore de comptes à demander à personne. Et il lui est encore épargné de s'interroger sur ce qu'il voit. Sans doute l'état de sidération aux provocations multiformes en provenance d'Amérique depuis le 20 janvier et le salut nazi de Musk ne vont-ils pas cesser de sitôt.

Cette vidéo sidérante fut-elle apparue sur les réseaux sans indication de provenance, il était évident qu'il s'agissait d'une dénonciation féroce et anonyme du «meilleur des mondes», selon Trump. Mais voilà. Il se trouve qu'elle a été partagée, sur son propre réseau Truth Social, par Trump lui-même, au point que dans les premiers moments, on a pu croire qu'elle avait été conçue par les services de com de la Maison Blanche. Aussi la même vidéo apparaît-elle

comme un message cynique et cruel adressé par le président des Etats-Unis aux malheureux Palestiniens de Gaza, sur lequel il est permis de se perdre en conjectures sur les motivations de Donald Trump. Ouvrir une «fenêtre d'Overton», c'est-à-dire laisser entrevoir l'hypothèse d'une atrocité maximale pour faire mieux digérer ensuite des atrocités mineures, semble au-dessus du degré de machiavélisme dont Trump paraît capable.

Le plus probable est qu'il s'agit d'une blague, d'une blague cruelle, à la Musk, d'un Trump faisant mumuse avec les réactions des «bien-pensants» horrifiés par la perspective du nettoyage ethnique indispensable à la réalisation du projet de Riviera. A moins, autre hypothèse, qu'emporté par sa propre inspiration, il y croie lui-même.

Peu importe. Cette image surexposée a rempli son rôle objectif. Nourrir la sidération. Et accessoirement, faire diversion. Diversion à quoi ? Au «backstage», sur lequel le pouvoir, dans le même temps, construit savamment l'obscurité. Donald Trump bannit du Bureau ovale l'agence Associated Press, coupable de ne pas céder à ses caprices toponymiques (change-

ment du nom du golfe du Mexique en «golfe d'Amérique»), et décide quels journalistes accrédités auront le privilège de le questionner. Il menace les journaux ayant recours à des «sources anonymes», pendant que Bezos resserre son étreinte sur le prestigieux *Washington Post*, désormais interdit de publier des tribunes économiquement hétérodoxes. Parallèlement, la vidéo confirme que la dénonciation elle-même est désormais un ingrédient du spectacle, confirmant l'idée que tout s'équivaut, et que plus rien, dans l'immédiat, ne justifie la moindre rébellion. ▶

LIBÉ.FR

Nous avons retrouvé les créateurs de «Trump Gaza», vidéo générée par IA

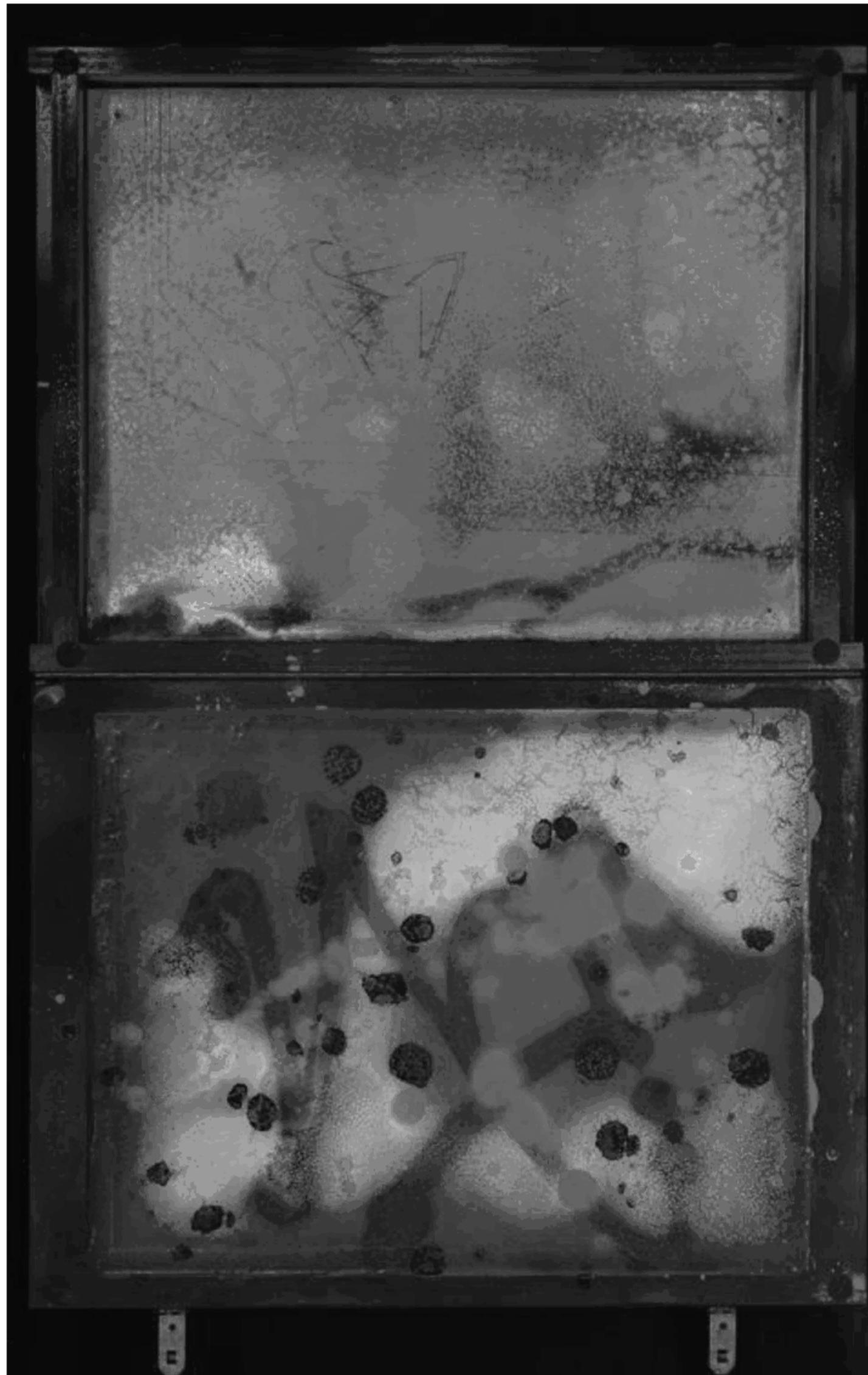
La vidéo outrancière laissant à voir Gaza transformée en «Côte d'Azur» est l'œuvre d'un duo de réalisateurs américains. L'un d'eux, d'origine israélienne, raconte la genèse et assure n'avoir jamais imaginé qu'elle serait reprise par Trump... sans que ça ne le dérange outre mesure. Article à lire sur notre site.

SIGNÉ COCO

TABASSÉ PAR DEUX LOUBARDS EN PLEIN WASHINGTON !



CULTURE/



Case of the Assassination (1985) de Rammellzee. PHOTO PETER SCHÄLCHI. GALERIE ZIEGLER



L'artiste new-yorkais Rammellzee. PHOTO MARI HORIUCHI. RED BULL ARTS NEW YORK ET DE

Rammellzee Objet de tous les fantasques

Dans une large rétrospective, le Palais de Tokyo déroule la vie et l'œuvre du New-Yorkais excentrique, icône de la scène indé des eighties.

Par
JUDICAËL LAVRADOR



L'exposition
«Alphabeta Sigma
(Face A)»
au Palais de Tokyo.
PHOTO AURÉLIEN MOLE

graffiti, auquel il ne se limitera pas. Le Palais de Tokyo le replace au centre de cette scène et au-delà. Car, l'artiste (et rappeur, inventeur, s'enorgueillissait-il, du «gangsta duck», une intonation sourde et nasillardre) a rejoint d'étonnantes territoires abstraits en forme de tableaux résineux, dans la pâtre desquels s'enfoncent bibelots et perles de pacotille.

L'exposition a le grand mérite de battre au rythme saccadé et fiévreux de Rammellzee mal connu en France en dépit de son influence sur de nombreux plans de la pop culture américaine indé. Il expliquait à merveille cette tension à l'œuvre dès le début : «Les lignes me venaient dans le noir. Je dessinais à cause de l'anxiété, du désespoir, du troisième rail électrique et des flics. Je prenais des décisions rapides. [...] Le graffiti a été créé dans l'obscurité, quand tu ne peux pas ressentir, quand tu ne peux pas toucher. Tu ne vas pas te concentrer ou manipuler quoi que ce soit. Tu t'inquiètes des vingt grands trous béants dans le sol, des chiens qui te poursuivent, fous et couverts de boue. Les choses les plus gothiques qui existent sont là, dans ces tunnels.» Là, et dans des théories amphigouriques, aux noms clinquants et belliqueux de «gothic futurism» et d'«ikonoklast panzerism», portant sur le langage, le système alphabétique, les lettres.

CRYPTAGE

Sur la frise chronologique illustrée retracant sa vie, on le découvre, silhouette d'échafaud déglingué, le visage barré de lunettes de soleil profilées à branches blanches. Sur les clichés noir et blanc, ceux qui l'entourent, Basquiat, Keith Haring, posant sur les trottoirs et dans les clubs du Downtown New York du début des années 80, sont devenus illustres. Rammellzee, né dans le Queens en 1960, lui, est passé à l'as, après avoir essuyé les plâtres du

galaxie. Les noirs y prendraient leur revanche sur la ségrégation sociale persistante, s'inventeraient un destin plus clément, et à la société entière une existence apaisée. Dans cette aspiration politique et poétique à des altitudes interstellaires, Rammellzee croise autour de l'orbite de Sun Ra. Il y croit si fort qu'il soumet des «Plans basés sur l'alphabet» à l'armée des Etats-Unis, en soutien à la défense nationale. Si les militaires ne daignent pas répondre, l'artiste ne manque pas d'admirateurs. Jim Jarmusch, qui lui offre un caméo dans *Stranger Than Paradise*, saluait ainsi «sa capacité à déconstruire et à réduire les choses à leur essence pour les regarder différemment». Un point de vue qui dit l'étrange fascination que Rammellzee semble avoir exercée sur tous ceux qui l'ont approché. Sa femme, se souvenant de leur rencontre le compara «à un papillon de nuit avec son durag de lapin et son manteau réversible en tissu éponge. On le voyait, mais on ne le voyait pas – il devenait si bien le mur». Une partie de l'œuvre joue de ce ressort, du chat et de la souris, du camouflage, du sillon sourd qui sépare le visible de l'invisible, l'ici de l'ailleurs. Une salle est plongée dans l'iridescence blafarde de la lumière noire qui vient électriser au mur, la surface résineuse des tableaux. Sous cet éclat, elle devient bleue. Bleu cosmos encore. Et quand la lumière noire s'éteint, de subtiles transparences apparaissent qui laissent poindre sous la couche de résine laiteuse des dessins tracés au crayon fin. Des vaisseaux spatiaux au fuselage aérodynamique et puis des lettres chantournées qui inscrivent comme

un code secret. Ce cryptage pictural et ces effets de moirage relèvent d'une abstraction d'alchimiste. Rammellzee fait de la peinture un sésame vers les mystères éthérés de la création. S'il l'avait connu, il aurait pu être de mèche avec l'Allemand Sigmar Polke, qui lui aussi nimbait ses toiles d'un film résineux en nourrissant son iconographie de signes ésotériques. L'exposition (ce sera davantage le cas lors du deuxième volet, au Capc à Bordeaux, l'an prochain) pousse à ces rapprochements surprenants, entre le graffeur new-yorkais et les acteurs de la modernité européenne. Outre Polke, allusion est ainsi faite encore à Roberto Matta et à sa conception de la peinture comme un «extra-espace» et «une infinité cosmique» ou à celle que développe Kandinsky dans son livre *Du spirituel dans l'art*, promettant, «si la destinée [lui] accorde assez de temps», de découvrir «un nouveau langage international qui existera pour l'éternité». L'exposition vire volontiers au space opera quand tapis dans l'ombre, ici et là, en zigzag, des personnages surgissent, tenant des chevaliers médiévaux ou princes de l'espace, caparaçonnés dans des armures consolidées de frusques, de bibelots en plastique et de sneakers. Rentrant dans le jeu de la mythologie rammellzienne en croisant les bras et en tançant le spectateur d'un regard sévère, ces costumes étaient voués à être porté par l'artiste dans des performances à valeur de cérémonies incantatoires où le grotesque le disputait au sublime. La fin de l'exposition présente en majesté un costume de fer et de cuir, si lourd, qu'il contraignait

Rammellzee à tituber sous le fardeau, à traîner les pieds comme un bagnard son boulet. Mais cet habit lesté était aussi à ses yeux une capsule ascensionnelle le lançant en lévitation.

SARCOPHAGE

Dans les années 2000, l'artiste ne touche certes pas les sommets de la scène artistique (pas comme Basquiat, donc, son «frère-ennemi» diront certains). Il est toutefois au générique de toutes les grandes expositions qui commencent à prendre au sérieux le graffiti (au Moma ou à la Galleria d'arte moderna, à Bologne). Peu à peu,

il se retranche dans son atelier, la Battle Station, comme dans une citadelle. Il meurt en 2010, à 49 ans. Un âge inespéré compte tenu des doses de cocaïnes et d'alcool qu'il s'administrerait, y compris devant la caméra de son galeriste suisse qui le filme pendant qu'il bossait sur place, s'interrompant à brûle-pourpoint pour prendre le micro en plus de la bouteille. Les œuvres qu'on le voit y produire sont réunis dans l'avant-dernière salle du show parisien. Et c'est miracle de se trouver nez à nez avec ce bloc de résine craquelé par le temps et coulé par Rammellzee, strate par strate, en y déposant des perles, rondes comme des astres. On dirait un sarcophage pour des fétiches adressés au futur. On y est et ces œuvres, à force de slalomer dans les méandres d'un imaginaire fougueux et visionnaire, ont bien failli ne jamais parvenir jusqu'à nous. Ce qui rend l'exposition d'autant plus étourdissante.

**ALPHABETA SIGMA
(FACE A)** au Palais de Tokyo
(75116) jusqu'au 11 mai.

www.bestofdoc.fr Documentaire sur grand écran présenté

DU 5 AU 18 MARS 2025

Best of doc #6

Voir et revoir partout en France et dans votre salle

10 DES MEILLEURS DOCUMENTAIRES 2024

RETROUVEZ LES SÉANCES PRÈS DE CHEZ VOUS SUR LE SITE WWW.BESTOFDOC.FR



RAMMELZZEE ESTATE



L'artiste canadienne Marie Davidson sort PHOTO NADINE FRACZKOWSKI

Marie Davidson, plein la tech

La chanteuse et productrice, pilier de la scène électronique montréalaise, sort son nouvel album, «City Of Clowns», issu d'une prise de conscience politique.

On ne va pas tortiller du cul: depuis trois mois, *Sexy Clown* est notre antidote au ciel gris et au crachin de merde, notre bâton sauteur à travers l'hiver pourri. Santiags et fute en cuir, Marie Davidson cavale dans les rues de Milan au rythme d'une grosse pompe techno qui vous tape sur le crâne sans jamais s'inter-

rompre, mécanique, métallique, forgée collectivement par elle, son acolyte de longue date Pierre Guérineau et les frères Dewaele (Soulwax). Là-dessus, la Québécoise, digne héritière de Gillette et son *Short Dick Man*, susurre avec un sourire en coin toutes sortes de vérités plus ou moins salées et se paie superbement la tête de quiconque

tenterait de la réduire à quelques adjectifs. Comme on aime bien jouer, si on devait en trouver un pour définir ce nouvel album dont *Sexy Clown* est extrait, on dirait: cunéiforme. «Une écriture dont les éléments ont la forme de clous», plutôt seyant pour cette œuvre électronique au langage direct, incisive voire agressive, dansante en diable, réduction à l'os de ce qu'a pu faire la Montréalaise en solo mais aussi au sein d'Essaie Pas, de son band l'Eil nu et autres formations plus ou moins expérimentales tout au long de ces vingt dernières années. De passage à Paris début février, la chanteuse et productrice habitée revient volontiers sur cette longue trajectoire dont le tube *Work It*, sorti en 2018 et devenu un incontournable des dancefloors sous sa forme remixée par Soulwax, peut avoir tendance à éclipser les sinuosités.

«Ça cogne». C'est dans l'émulation d'une énorme bâtie industrielle que tout débute en 2006, dans le quartier montréalais de Mile-Ex aux abords d'une gare de triage. Dans ce lieu baptisé la Brique et cofondé notamment par son amie la musicienne Xarah Dion, avec qui elle forme à l'époque le duo les Momies de Palerme, traîne toute une faune de «la scène niche de Montréal: improv, rock alternatif, noise, expérimental, il y avait des soirées jazz aussi... Et un jour, un gars a commencé à organiser des soirées techno. C'est là, en 2012, que j'ai vécu ma première rave». C'est cette année aussi que, «tombée en amour avec les séquençeurs», elle se lance en solo et autoproduit un premier EP envoûtant qui porte son nom. «Avez-vous parfois la franche impression d'être décalé?» peut-on l'y entendre chantonner d'une voix étonnamment claire et fragile dans une ambiance de sabbat éthétré. «J'étais plus naïve mais très sérieuse. C'était une époque très sombre, je contemplais le suicide. J'ai fait cet EP comme une dernière tentative de m'en sortir - et ça a marché.» Elle a alors «au moins cinq projets différents», dont un avec David

Kristian, pionnier de la scène électronique montréalaise des années 1990, et souligne: «Je ne serais pas la musicienne que je suis sans tout ça. Je suis autodidacte. J'ai fait du violon classique quand j'étais adolescente mais j'ai arrêté à 17 ans, je n'ai pas de connaissance de l'harmonie... Jouer dans tellement de projets, c'était mon école.» Pour parler des morceaux de ses débuts, elle dit: «Des trucs mystérieux, fragiles, exécutés de manière un peu maladroite - mais charmante.» A l'inverse, son dernier album cogne comme jamais. «Tu trouves que ça cogne? Tant mieux, c'était le but. Merci, je suis très contente.» Et ses lèvres charnues s'étirent en sourire XL. «C'est abrasif. C'est nerveux, oui, c'est un album qui a été fait dans la nervosité. J'avais envie de taper autant dans le sens que dans les sons. De faire un truc, comme on dit en anglais, straight to the point [droit au but].» A son dernier album solo paru il y a sept ans sur le prestigieux label Ninja Tune succède une phase où elle réalise un vieux fantasme en s'entourant d'un groupe, l'Eil nu.

Libérée de ses machines, elle découvre de nouvelles sensations, se concentre sur le chant, et surtout, commence à jouer avec son corps. On l'avait découverte en 2017 sur une scène montreuilloise de la Red Bull Music Academy l'air grave, concentrée sur ses séquences derrière le va-et-vient régulier d'un long rideau de cheveux. L'été dernier, au Festival de musique émergente, rien à voir: cette femme-là s'amuse, lâche les machines pour venir taquiner le public, raconte des histoires, incarne des personnages. «J'étais très complexée à l'époque où tu m'as vue pour la première fois! J'avais un trouble alimentaire et ça a été un long chemin pour revenir dans mon corps. Ça a commencé en 2011 et ça m'a suivie onze ans, une lente rémission avec des rechutes, des fluctuations... Depuis deux ans, je peux dire que j'en suis sortie. Ça a été la plus longue bataille de ma vie.»

Après l'album *Renegade Breakdown* qu'elle sort en 2020 avec l'Eil nu et qu'ils défendent sur scène dès que

le déconfinement le permet, Davidson entame une longue pause sans concerts. «Je pensais même faire autre chose, j'ai candidaté pour une école de naturopathie!» Mais la lecture, en 2022, de *l'Age du capitalisme de surveillance* de Shoshana Zuboff lui donne un «coup de fouet». «J'avais fait cinq albums très introspectifs, parce que j'en avais besoin, mais je tournais en rond. Ce livre, ça a été ma première motivation à faire un nouvel album. Pour la première fois, j'avais envie de parler non plus uniquement de moi, mais du monde dans lequel j'évolue et auquel je me perds tous les jours, ce monde de big tech, d'algorithmes, de data, de désinformation, de vente de produits, de branding...»

Satires. Jusque-là, elle ne s'estimait «pas très au courant» de ces problématiques, se définissant comme «une personne un peu arriérée: j'ai eu mon premier laptop en 2016... Ça étonne souvent les gens parce que je fais de la musique électronique, mais je la fais avec des machines, en hardware. Je ne traînais pas sur les forums, je n'étais pas une nerd, enfin sauf sur des trucs comme les plantes médicinales ou l'anatomie, la médecine chinoise...»

Outre sa conscience politique électrisée par cette lecture qui confirme sa sainte horreur des réseaux sociaux, le vocabulaire technique «très froid, précis» de la sociologue américaine inspire Davidson et vient nourrir de magnifiques satires du commerce de l'attention et de l'influence aux titres fleuris du genre *Push Me Fuckhead* («Pousse-moi, connard»). On écrit ces derniers mots dans un café parisien dont l'atmosphère feutrée est méthodiquement réduite en miettes par une jeune femme en pleine visio, le son poussé à fond, et qui déclame son CV en tenant son téléphone à bout de bras pour garantir la perfection de l'éclairage sur son visage surmaillé. *City Of Clowns* et étalage de bullshit - magnifique.

MARIE KLOCK

MARIE DAVIDSON
CITY OF CLOWNS
(Deewee).

CULTURE /

A Saint-Etienne, Anne Bourse à tissage découvert



Travaux préparatoires, 2024. PHOTOS REBECCA TOPAKIAN



L'artiste déploie un chez-soi bouillonnant de créativité et de vulnérabilité au Musée d'art moderne et contemporain stéphanois.

Tapissee de pans de tissus à rayures orange, verte et mauve, la chambre du gardien, ainsi que la nomme Anne Bourse, se dresse au seuil de l'exposition comme une guérite, une salle de repos. Un matelas bordé des mêmes étoffes est posé à terre et, dans un coin, une lampe de chevet jette une chaude lueur jaune. L'installation, d'un raffinement précaire, hésite à se laisser

aller à la volupté dont la parent ces tissus cousus main, si fins qu'ils semblent à deux doigts de s'effilocher : ouverte de deux côtés, elle se traverse de part en part et fait alors plus figure de sas. Derrière, «Nuits» dissémine une maquette pavée de miroirs, des objets minuscules, des colifichets, rangés sur ou au sein de fragiles empilements de barre en plexiglas et drape des bancs de couvertures aux mêmes motifs rayés et à la même palette mauve et orangée. Tout cela se tient un peu coi et flotte dans cette salle du Musée d'art moderne et contemporain stéphanois, trop grande pour des œuvres qui ne s'élèvent jamais très haut. Elles arrivent à la taille au maximum. Leur charme, c'est ce hiatus.

«Filtre». Ici, dans le cube blanc à l'éclairage clinique, elles apparaissent décalées. Elles rêvent et viennent des nuits blanches qu'elles ont coûteuses à l'artiste, d'histoires que celle-ci se raconte en cousant chez elle, seule, absorbée dans ses pensées. Et elles se retrouvent alors comme dépayssées dans le lieu d'expo. «Ça fait des effets d'extraterrestre», dit Anne Bourse. *Dans le white cube, quand tu installas quelque chose, ça l'isole, ça le détouche, c'est hyper beau cette mise en abîme, mais en même temps, c'est inconfortable. Ce monde-là, c'est un monde compliqué à rendre de nouveau sensible.* Les œuvres tissées tentent de jeter un peu d'intimité, celle qui les a vues naître et celle qu'elles visent, mais elles se vautrent dans quelque chose de vulnérable. Elles l'as-

sument, comme l'artiste qui, évoquant une précédente exposition à Saint-Nazaire, avoue sans fard que ses maquettes étaient «défécuteuses, un peu foireuses, comme le sont souvent mes pièces. Des choses mal faites, mal pensées, pleines de honte, alors je les ai recouvertes de tissus. C'est comme un filtre de beauté».

Poulailler. Cet art est donc tout intérieur, qui est tissé de ce qu'on cache au fond de soi ou de son chez-soi. Mais il ne renonce pas à sortir ces secrets de leur antre. Il leur fabrique des «filtres», des sas, des formes. La maquette exposée, avec miroirs et bouts de tissus, est censée correspondre à un night-club, le H-Club qu'un proche de l'artiste, le peintre Jean-Luc Blanc, raconte avoir construit, à 12 ans, dans le garage de ses parents. A moins que ce ne soit dans leur poulailler. Les versions divergent sur ce qui ne peut bien être qu'une fable sur laquelle Anne Bourse brode tout un livre de dessins (*H-clubbing with Jean-Luc*). Gribouillages sans y penser, arabesques, écritures aux lettres rondes et enjolivées, coloriages aux motifs ornementaux, vagues de lignes optiques, tâches aquarellées : là aussi, se répand quelque chose d'une créativité inquiète et insomniaque, extra-lucide et illuminée, festive et déboussolée, insistante et puissamment maniaque.

JUDICAËL LAVRADOR

ANNE BOURSE. NUITS au MAMC + à Saint-Priest-en-Jarez (42), jusqu'au 16 mars.

«A Thousand Blows», à ses risques et virils

Construite sur le double récit d'un gang londonien de voleuses et du milieu de la boxe clandestine, la série peine à renouveler le logiciel de «Peaky Blinders», du même showrunner, dont elle se veut l'héritière.

Quel sentiment peut bien nourrir l'hyperactif Steven Knight (six séries ces trois dernières années), père du hit *Peaky Blinders*, face à la récupération récente de son œuvre la plus célèbre par tout ce que la planète compte de wannabe Thomas Shelby, amateurs de costumes «rétro alpha» et de signes extérieurs de virilité vintage ? Une certaine amertume, espérons-le, tant il serait injuste de réduire son travail à tout ce que

l'emblématisation masculiniste a voulu en faire ; mais aussi, il semblerait, une certaine volonté très zélée de corriger le tir. Car si *A Thousand Blows* se veut l'héritière de *Peaky Blinders*, dont la course doit se terminer prochainement sur un film de clôture en guise de septième saison, elle en est aussi le double contrepoin à la fois racial et sexuel.

La série obéit à un double récit dont les deux voies peinent à se rencontrer : d'un côté un gang de voleuses ayant réellement sévi dans les dernières années du Londres victorien (les Quarante Eléphants) et de l'autre l'entrée d'un Jamaïcain dans le milieu de la boxe clandestine à main nues, le tout résultant en une très leste mise à jour du logiciel de sa prédécesseuse, conjuguant l'art classique de l'épate et des petites intrigues prolétario-cri-

minnelles à muscles bandés avec une surcouche de résonances sociétales visant une connivence pesante et désagréable avec le spectateur de 2025. Lequel se trouvera ostensiblement complimenté pour sa capacité à voir et à condamner les discriminations d'il y a un siècle et demi, dont l'étalage demeure néanmoins d'un intérêt relatif, tant ces injustices préfabriquées et grossièrement évidentes semblent ne contempler qu'elles-mêmes. *A Thousand Blows* s'enorgueillit du seul principe de présence d'un mâle toxique, d'une femme puissante et d'un racisme discriminé, comme d'une sorte de prophétie autoréalisatrice de sa modernité. A ce compte, il est presque superflu de regarder la série. L'accélération dramatique que ménage la deuxième partie de la



Un rendez-vous manqué. PHOTO ROBERT VIGLASKY. DISNEY

saison préfigure la possibilité pour Knight de carburer, comme on l'en sait capable, sur une perfusion synthétique de péripéties apte à s'acheter à peu de frais une pérennité. La série ne saurait cependant masquer de la sorte son rendez-vous manqué avec une véritable forme romanesque, et notamment avec Dickens, éternel fantôme de la télévision de «qualité» britannique, actuellement très en vue (*Blitz* de Steve

McQueen, deux adaptations directes par Knight lui-même en 2024), ici encore une fois convoqué par tout un folklore de la théâtralité des bas-fonds, mais tenu à distance par la domination de néoarchétypes faisant l'effet d'une chair à plateau-débat.

THÉO RIBETON

A THOUSAND BLOWS
de STEVEN KNIGHT
en six épisodes sur Disney+.

Sexe académique

Ovidie Sérieuse et affranchie, la réalisatrice touche-à-tout sort la deuxième saison de sa série sur le porno dans un monde dominé par les femmes.



Romain, 20 ans, ex-acteur porno à la blondeur chérubine, discute avec sa colocataire. Un couple d'inconnus toque à leur porte, tout sourire. «On a décidé que c'était vous la personne avec qui on voulait faire notre premier plan à trois», lui lance la femme d'un air concupiscent. Regard sidéré du jeune homme. Cette scène vient de la nouvelle saison des *Gens bien ordinaires*, dystopie matriarcale dans laquelle Romain se bat pour réaliser des films X «pas uniquement réservés aux femmes» au début des années 2000. Une intrigue en écho au passé de sa créatrice, l'ex-actrice et réalisatrice de X Ovidie, 44 ans. Elle aussi a vécu cette interaction lunaire avec ses voisins.

«Dans quel espace mental peuvent-ils imaginer que je suis suffisamment à disposition pour baiser avec des gens que je ne connais pas?» souffle Eloïse Delsart de son vrai nom, attablée dans une brasserie sans âme au pied de la Maison de la radio, lors d'une journée promo.

Langage cru et soutenu, immuable carré plongeant, regard aux contours noir et rose braqué sur le nôtre, Ovidie a un air de prof punk. «C'est une boule à facettes de savoir, elle a un côté maîtresse d'école à l'humour janséniste», dit en rigolant Sophie-Marie Larrouy, qui incarne Andrée, la colocataire en slip de Romain. Sobre et grinçant, le premier volet a été

récompensé aux prestigieux International Emmy Awards. «Je voulais que la permutation des genres crée un malaise sans que ce soit un exercice de style», analyse Ovidie. La première saison parlait de la violence du sexisme ordinaire sur les plateaux de films X. Là, c'est celle qu'on subit quand on a une image sexualisée.»

Documentariste, essayiste, journaliste, créatrice de podcast, fictions, BD pour ados, roman-photo, militante pro sexe, faiseuse de révolution, atomiseuse de tabous: depuis un quart

de siècle, Ovidie impose son féminisme vénère et érudit partout où elle va. Dès ses débuts en 1999, l'étudiante en philo et actrice X au look gothique fascine. Thierry

Ardisson et consorts la surnomment «l'Intello du porno», non sans condescendance pour ses camarades. En 2002, elle raccroche. Encore aujourd'hui, ses trois ans de carrière lui collent à la peau. «Faut-il que j'escalade l'Everest à cloche-pied pour qu'on me parle d'autre chose que de mes débuts?» s'agace-t-elle. On lui fait remarquer que *Des gens bien ordinaires* évoque grandement son passé. Elle prend conscience du paradoxe: effectivement, cette promo «remet une pièce dans la machine». Ovidie combat la stigmatisation des travailleuses du sexe. En 2009, la mort par pendaison de l'écrivaine et ex-prostituée

LE PORTAIT

Nelly Arcan la bouleverse. «On lui a pas laissé la possibilité d'être autre chose qu'une putain. Wendy Delorme [autrice et ex-performante, ndlr] m'avait dit: "Nelly est notre plus grande terreur"», raconte celle qui réalise alors des films X sur Canal+. L'année d'après, elle signe son premier documentaire pour le service public où elle interroge ses camarades sur les difficultés de l'après-X. Un pansement. Huit ans plus tard, un mal-être l'envahit de nouveau. En 2018, elle sort *Là où les putains n'existent pas*, docu qui fustige la politique abolitionniste suédoise à travers le féminicide d'une prostituée. Pendant des mois, elle multiplie les allers-retours chez la mère de la défunte dans une cabane au fin fond du pays. «J'ai fini le film avec le fantôme de cette jeune femme. Et je me suis dit soit je sombre, soit je change radicalement quelque chose.» Ainsi, elle quitte Paris où elle vivait depuis quasi deux décennies pour Angoulême, sa fille au bras. Agée de 19 ans aujourd'hui, cette dernière étudie le cinéma.

Le jour de notre rencontre, la Seine déborde et même les rats dépriment dans les égouts. Ovidie a un lien précieux avec ces rongeurs. Son nom de scène, elle l'a choisi en hommage à la rate héroïne de la BD *Destin farceur* de Ptiluc. Lassée des portées, l'animal révolutionnaire prend la pilule, aidée de son ami hamster sans queue. Ovidie

aussi s'est toujours sentie libre. Enfant solitaire, la native de Lille sillonne joyeusement la France au gré des mutations de son père provincial. Sa mère, elle, dirigeait des établissements psys pour ados. «Ce sont des enfants d'ouvriers qui se sont élevés socialement par les diplômes.

C'était le genre à me demander de faire l'option latin», dit en souriant la bonne élève biberonnée aux récits anarchistes et aux films d'horreur.

Ce foyer «aimant», l'anticonformiste a voulu le transgresser. Ses parents lui inculquent l'ouverture d'esprit? Elle rencontre une productrice de Marc Dorcel lors d'un salon de l'érotisme et se lance dans le porno. Ils l'élèvent dans la laïcité? Elle répond par un baptême à l'église protestante. «J'aime bien le côté besogneux du texte et le personnage politique de Jésus. Il voulait faire sa petite révolution», remarque celle qui préfère le Christ aux élus. Pendant des années, la femme de gauche n'a pas voté, déplorant l'absence de «politisation de l'intime» dans les programmes. En 2022, elle flippe et fait barrage au RN au second tour de la présidentielle. Idem pour les législatives de 2024. Résultat : «Ça me fait chier, j'irai plus.»

Dans sa vieille bâtie d'amour à Angoulême, l'autrice vit de calme et de travail. En 2020, elle soutient sa thèse de lettres sur l'autonarration au cinéma, et tente, à quatre reprises, de devenir maîtresse de conférences. Des refus aux motifs «jamais clairs», souffle la docteure. Tant pis, elle déborde de «projets chanmés», surtout depuis sa «grève du sexe» entamée il y a six ans. Cette abstinence, mélange de refus des diktats et d'une lassitude des scénarios érotico-hétéros, est au cœur de *La chair est triste hélas*, son texte le plus intime. Vanessa Springora, son éditrice chez Julliard, se souvient des rencontres en librairie: «J'ai été impressionnée par son public à la fois de jeunes ados et de femmes d'un certain âge, qui la remerciaient de mettre des mots sur ce qu'elles avaient fait intuitivement, sans avoir politisé leur démarche.» Dans ce texte, Ovidie parle pour la première fois du suicide de son frère, de onze ans son aîné, en 1996. «Désormais, je dois vivre pour deux», écrit-elle. «Je lui avais demandé d'aller loin dans son récit, raconte Vanessa Springora. J'ai découvert ce drame à la lecture du manuscrit. Elle est très pudique.»

Pour le shooting, Ovidie a posé chez elle, entourée de ses trois chiennes chères, Brunehilde, Alaska et Freyja. Elle nous montre des photos sur son téléphone, troque son sérieux pour des petits bisous vers l'écran. Début février, l'autrice d'*Assise, debout, couchée!* a publié le podcast *Vie de chien*, qui rend leurs lettres de noblesse aux canidés. Le jour de la fin du montage, on diagnostique une tumeur non opérable à Freyja. «J'ai fait cette série pour me préparer psychologiquement à ce moment et ne pas remorfler comme il y a deux ans lors de la mort de mon précédent chien.» Elle le sait, ce n'est plus qu'une question de jours. A ses oreilles, pendent deux coeurs lourds. ♦

Par **JULIE LASSALE-SLAMA**
Photo **LYNN S.K.**